

peuple et culture

numéro 11 - juillet 1994

la lettre de

Université d'été 94

Préparation du

**Partage du travail,
partage de la culture,
partage de l'espace public ?
anniversaire**

du 1^{er} au 4 septembre 1994
à Saint-Marc-sur-Mer, en Loire-Atlantique

EDITORIAL

3

DOSSIER UNIVERSITÉ D'ÉTÉ

Partage du travail

La place du travail dans la société d'aujourd'hui	4 - 5
Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front	5
S'interroger sur le sens de l'activité humaine	6 - 8
Éléments bibliographiques	8
Une société marginale à elle-même	9 - 11
La grande souffrance	12
Pour d'autres modes d'intégration sociale	13
Quelle place pour l'emploi dans les actions d'insertion ?	14 - 15

Partage de la culture

Petite fable culturelle	16 - 18
L'insertion par la culture	18 - 19
Des autodidactes	20 - 22
Pratiques culturelles et lien social	22 - 25
Rencontres autour de la culture	26 - 27
Éléments bibliographiques	27

Partage de l'espace public

Autour de la soirée-débat sur H. Arendt	28 - 29
Tranches de vie	30 - 31
Actions en faveur de la citoyenneté et de la démocratie	31
Faire vivre l'espace public	32 - 33

La mémoire de Peuple et Culture

Construire une mémoire collective	34 - 35
Projets des associations	35

Comme nous vous l'avions annoncé dans le précédent numéro de La Lettre, l'année 1994 est placée sous le signe de la préparation du cinquantenaire de Peuple et Culture. Dans un ensemble de travaux et de manifestations, impulsés aussi bien en région qu'à Paris - soirées-débats sur les thèmes, construction ou reconstruction de la mémoire des différentes associations membres de l'Union -, l'Université d'été constitue un temps fort : elle a été conçue pour permettre, ou tout au moins faciliter, l'exploration collective des thématiques proposées pour le 50^e anniversaire, une mise en synergie des réflexions et des perspectives et une réappropriation des principales étapes de la vie du mouvement. Celles-ci ne se limiteront d'ailleurs pas à l'histoire de la structure nationale en tant que telle mais intégreront aussi des événements étroitement liés aux parcours des associations locales, régionales ou thématiques de Peuple et Culture.

La Lettre se devait d'accompagner un tel travail, de le promouvoir aussi. Des problèmes de place et de délais ne nous ont pas permis de faire la part belle au volet "mémoire" (pp. 34-35). Mais nous nous en ferons plus largement l'écho dans le prochain numéro lorsque les sondages d'archives et recueils de témoignages entrepris par les différentes équipes de Peuple et Culture auront abouti. Nous vous invitons donc aujourd'hui, dans un dossier à trois temps, à découvrir une mosaïque de textes illustrant la triple question du "partage du travail, partage de la culture, partage de l'espace public ?" qui constitue l'intitulé provisoire des futures journées anniversaire. Certains articles reprennent les contenus d'une intervention, d'autres réagissent aux propos d'un conférencier ou exposent un point de vue spécifique, d'autres, enfin, renvoient à l'un des thèmes à travers la présentation d'une pratique. Les éléments que nous avons réunis sont loin de composer une vision univoque, cohérente et structurée de ces problématiques. Tel n'était d'ailleurs pas notre propos à ce stade. Notre ambition est plus modeste : il s'agit de vous faire partager - le mot est de rigueur - un certain nombre de repères et d'interrogations et de vous inciter ainsi à participer, de près ou de loin, à l'Université d'été. Et si l'envie vous prenait de prendre la plume et de nous communiquer vos réactions ou votre conception de tel ou tel enjeu soulevé par La Lettre, surtout ne vous en privez pas.

La place du travail dans la société d'aujourd'hui

Le travail, sa place et son rôle dans la société, sont des thèmes largement développés aujourd'hui.

A Peuple et Culture deux raisons majeures nous conduisent à nous y intéresser : pour mieux comprendre la société dans laquelle nous vivons ; parce que de nombreux acteurs de l'association travaillent dans le champ de l'insertion sociale et professionnelle.

Dans la société d'aujourd'hui, l'individu sans travail a du mal à s'intégrer. L'homme marginalisé est fragile : c'est la construction même de son identité qui est menacée.

D'autre part, une société qui ne réussit pas à intégrer l'ensemble de ses membres est en péril. Le fait que la société ne puisse procurer du travail à l'ensemble de ses membres alors même que le travail est une valeur centrale et un intégrateur majeur pose donc un problème essentiel, en particulier quand il s'agit de jeunes pour lesquels l'entrée dans la vie active est un moment décisif.

Deux pistes pour trouver une solution à ce problème :

- soit on cherche à redonner du travail à tous, par exemple en "partageant" le travail ;
- soit on prend acte du fait que le travail ne peut plus jouer son rôle intégrateur et on cherche d'autres valeurs qui pourraient lui être substituées.

Ces deux orientations ne sont pas exclusives l'une de l'autre. Car le "partage" signifie une augmentation du temps libre et la nature des activités qu'exercent les citoyens pendant le temps libre joue un rôle prépondérant sur le type de société qui en résulte.

Une réflexion critique sur la société doit donc porter à la fois sur le travail et sur les activités hors travail. Cet article se concentrera sur le premier aspect.

Le travail donne à l'homme la possibilité de remplir des fonctions utiles à la société. Il donne d'autre part

des possibilités d'éprouver et de développer ses capacités. C'est grâce au travail que sont produits les biens et les services indispensables au fonctionnement de la société. On ne peut concevoir un appareil de production, aussi automatisé soit-il, qui puisse fonctionner et évoluer sans la main et le cerveau de l'homme. En prenant sa part des tâches à accomplir, l'homme participe au fonctionnement de la collectivité. En même temps, il trouve là l'occasion de manifester qu'il possède les capacités requises par ces tâches.

L'entreprise met ses membres en liaison les uns avec les autres. En ce sens on peut dire qu'elle paie les gens pour travailler ensemble. En outre, elle met le salarié en contact avec le monde socio-économique. C'est à travers elle qu'il ressent les évolutions conjoncturelles et structurelles et qu'il y participe. Le travail a ainsi une valeur positive de réalisation de soi.

L'entreprise construit l'homme en même temps qu'elle le contraint

Mais cet aspect ne doit pas faire oublier que le travail a un aspect négatif qui est parfois passé sous silence en ces temps de chômage. L'entreprise construit l'homme en même temps qu'elle le contraint. Elle est médiatrice de ses rapports avec les autres et avec les choses. Elle facilite ces rapports mais en même temps, elle les canalise et elle les filtre. C'est l'entreprise qui donne au salarié les moyens de travailler. Ceux-ci sont souvent considérables : machines de production, instruments de laboratoire, moyens de transport, matériel et logiciels de traitement de l'information, etc. Mais ces moyens doivent être utilisés, pour l'essentiel, selon les consignes, les plannings et les finalités de l'entreprise qui organise la collaboration des salariés : elle répartit les rôles, distribue les espaces, fixe les règles de fonctionnement, prévoit les modalités d'arbitrage des conflits, décide des objectifs individuels et collectifs.

L'entreprise est un espace où règnent la discipline et la fonctionnalité. Les instruments-types de la discipline y sont utilisés : le regard hiérarchique assure une surveillance continue, la sanction normalisatrice frappe ce qui s'éloigne de la règle, le système de place hiérarchise les individus, le personnel est

inséré dans un système documentaire qui conserve trace des activités de chacun.

L'espace de l'entreprise est "fonctionnel". C'est un espace sans enfants (ils n'y sont pas admis), sans personnes âgées (elles sont à la retraite). La mort n'y pénètre que par défaut : elle s'y signale par une place laissée vide quelque temps avant qu'un nouvel occupant ne s'y installe. Les personnes y sont, dans une certaine mesure, interchangeables. Elles ne sont prises en compte que pour leurs capacités à remplir des fonctions. L'affectif n'y a, officiellement, pas droit de cité.

Le temps de l'entreprise est un temps social réglé par l'horodateur, le planning et le carnet de rendez-vous. C'est un temps qui permet de donner des délais, de fixer des échéances, de calculer des prix de revient. C'est un temps essentiellement diurne. Quand la nuit est colonisée par l'entreprise, elle y perd ses caractéristiques habituelles. La logique de la machine impose des différences de système entre le jour et la nuit.

Dans un espace où règnent la discipline et la fonctionnalité, deux logiques s'affrontent : celle selon laquelle sont produits par l'entreprise des biens et des services, celle selon laquelle chaque salarié produit le "sentiment de son existence". Ces deux logiques ne cohabitent pas sans tension. Pour le salarié différentes possibilités se présentent selon les cas : la négociation, la résistance plus ou moins clandestine ou la lutte ouverte, individuelle ou collective. Si aucune de ces solutions n'est possible, le salarié en vient à adopter une attitude de retrait en s'impliquant au minimum dans un travail qui lui est

étranger. L'absentéisme est souvent un signe révélateur d'une telle attitude.

Une fois ces différents éléments pris en compte, le partage du travail peut s'envisager de deux manières :

- il faut "partager" le travail parce que les aspects positifs du travail sont tels qu'aucun citoyen ne devrait en être privé ;

- mais il faut aussi "partager" le travail parce que chacun doit prendre sa part du fardeau de manière à ce que tous puissent avoir une vie hors travail satisfaisante.

Le travail a un aspect positif pour l'individu : celui-ci ne saurait en être privé sans dommage. Mais il a aussi un aspect négatif : la vie de l'homme ne peut se réduire à la vie au travail.

Il faudrait éviter que l'individu n'ait d'alternative qu'entre une vie dans laquelle le travail est exclu non par choix mais par force, et une vie dans laquelle un travail envahissant limite extrêmement ou supprime les possibilités d'activités hors travail gratifiantes.

L'idéal serait que les institutions et les entreprises laissent à chaque individu le choix de consacrer au travail la part qui lui convient : c'est-à-dire vraisemblablement, et contrairement à ce qui se passe aujourd'hui, "ni trop ni trop peu".

Si une telle possibilité existait, alors apparaîtrait clairement, pour chacun, le problème essentiel : que faire de sa vie ? quelle part consacrer au travail et à quel type de travail ? et quelles activités exercer hors travail ?

Guy Bonvalot

Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front...

(...) "Les bouleversements actuels sont sans commune mesure avec ce que nous avons connu dans les décennies précédentes. Ils sont de deux ordres : révolution technologique et mondialisation.

- révolution technologique : non seulement la croissance ne crée pas d'emplois, mais la croissance détruit les emplois. Ce n'est pas nouveau et nous ne sommes qu'au début de ce processus : le jour où l'on voudra se mettre à utiliser les nouvelles technologies au niveau de l'Education

nationale (un million d'employés), on assistera à des dégraissages fantastiques, capables de faire saliver un DRH pendant des semaines...

- mondialisation : pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, le monde est en train de s'uniformiser. Il n'y a plus qu'un modèle uniforme, l'économie capitaliste de marché, un seul modèle politique, la démocratie de marché. L'uniformisation du monde, c'est le rêve de l'humanité, une utopie depuis des millénaires. Mais l'uniformisation ne se

fait pas suivant des principes, elle se fait par le marché et a pour conséquence la constitution d'une nouvelle classe mondiale. Cette dernière contrôle de plus en plus l'essentiel des rouages politiques, économiques, culturels du monde. Il s'agit des personnes qui sont à la tête de tous les organismes privés, de toutes les entreprises dirigeantes, de tous les conglomerats industriels, économiques, bancaires, d'assurances, de tous les organismes fonctionnarisés internationaux : banques mondiales, GATT, FMI...,

de tout l'appareil technoscientifique. Tous ces gens-là sont complètement irresponsables en ce sens qu'ils n'ont de comptes à rendre à personne et, en tout cas, jamais aux citoyens. L'unification du monde se fait autour d'une classe sociale qui n'est responsable devant personne. Petit à petit, les Etats-nations perdent les éléments de leur souveraineté, perdent le pouvoir monétaire, fiscal, financier, budgétaire ; de plus en plus ceux-ci disparaissent, et les Etats sont réduits à leur fonction de gendarmes : ➤➤

S'interroger sur le sens de l'activité humaine

1 - Sauf dans des périodes particulières comme les immédiate après-guerre, grands consommateurs de travail, où les personnes handicapées sont utilisées largement comme réservoirs de main-d'œuvre, à l'instar des immigrés.

Affirmer ou remettre en cause la centralité du travail comme valeur et/ou comme fonction dans un contexte de civilisation et de société est le signe d'une interrogation nécessaire sur le sens de l'activité humaine. Mais si l'on considère le contexte et l'historicité de ce débat, on voit mal comment on pourrait aujourd'hui "abstraire" cette question de ses conditions d'émergence.

"L'humanité ne se pose que des problèmes qu'elle peut résoudre" écrivait Marx. Nous aborderons cette question sous un angle particulier : celui de l'insertion professionnelle des personnes handicapées. Par une loi du 10 juillet 1987, le législateur, après un vote unanime du Parlement, a introduit l'exigence et les

moyens de l'accès au travail pour ces personnes, en appliquant explicitement et pour une des premières fois à ce niveau, dans la loi française, un principe de "discrimination positive" (atteinte progressive par les entreprises d'un quota de 6 % et mise en place des moyens financiers et techniques pour y parvenir). Jusque-là existaient quelques possibilités (les emplois réservés, par exemple) et des incitations "morales" sans moyens particuliers pour les rendre effectives, ce qui signifiait qu'en pratique, une grande partie des personnes handicapées était exclue du travail¹. Un seul chiffre pour illustrer cette réalité : en 1988, la durée moyenne de chômage était de 346 jours pour l'ensemble des demandeurs d'emploi, alors que pour les travailleurs "reconnus handicapés" (et, par cette même reconnaissance, considérés

➤ assurer le contrôle social. Ils ont perdu leur pouvoir régulateur, essentiellement pour deux raisons : l'ouverture des frontières et le marché unique.

Que faire ? Il est hors de question de subir et d'accepter sans bouger cette formidable régression sous prétexte que c'est une sorte de fatalité à laquelle on ne pourrait rien faire ! On a les moyens de faire les choses et on sait comment : - faire en sorte qu'à côté du GATT, les normes sociales minimum correspondant au niveau de développement possible de notre humanité soient mises en vigueur (cf. les règles du marché social élaborées au sein de l'Organisation internationale du travail et du Bureau international du travail) ; - assurer le respect de l'environnement : la confé-

rence de Rio a montré quelles étaient les conditions à respecter pour garantir ce qu'on a appelé un développement durable pour l'ensemble de l'humanité, c'est-à-dire un développement qui ne soit pas uniquement centré sur une consommation débridée et qui tienne compte d'une répartition équitable entre les différents pays...

Pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, nous disposons des moyens financiers, techniques, intellectuels de résoudre les problèmes pour l'ensemble de l'humanité.

Si l'on aborde la question du travail sans prendre cet ensemble de problèmes, on ne trouvera pas de solutions, on ne trouvera que des palliatifs. Il n'y aura pas de résolution du problème du travail si on n'intègre pas celui de la répartition des

ressources à l'intérieur des sociétés, de la répartition des ressources entre le Nord et le Sud.

Comment ?

- un changement d'attitude vis-à-vis du monde qui nous entoure. Par exemple, accepter l'idée que travail et revenu doivent être séparés, cesser de penser selon des schémas dépassés du type "tu gagneras ton pain à la sueur de ton front". Les mécanismes actuels de redistribution sociale s'en détachent déjà : le budget social de la nation est redistribué sur des critères qui ne sont pas des critères de travail, mais parce qu'on est père ou mère de famille, parce qu'on est à la retraite, parce qu'on est malade, au chômage...

- la solution ne peut venir que d'une action du peuple, des citoyens, d'une volonté

populaire. C'est toujours ainsi que les choses se sont passées dans l'histoire, et il n'y a aucune raison pour que ça change aujourd'hui. Cette volonté doit s'organiser à un autre niveau que le local ou même la nation - par exemple, les gens qui ont des stratégies au niveau du marché mondial de la pêche, ne céderont qu'à des gens qui lutteront au même niveau qu'eux. Je pense que l'échelon européen est déjà un échelon d'action possible. Les syndicats européens peuvent constituer des forces capables de mener une lutte sociale efficace." (...)

Reprise partielle de l'intervention de Christian De Brie, du Monde Diplomatique, organisée par Peuple et Culture Corrèze en février 1994.

comme aptes au travail) elle était de 697 jours, soit près du double.

Dans un tel contexte, pour les travailleurs handicapés comme pour les associations qui les représentent ou les organismes qui œuvrent à leur "réadaptation", la relativisation de la valeur travail risquerait bien de n'être qu'une "ruse de la raison".

Tout d'abord, parce qu'il n'existe aucun autre espace d'intégration sociale dans lequel le principe de reconnaissance, d'égalité et de rencontre avec les personnes handicapées pourrait être réel (à part les exemples de réussite individuelle particulière qui peuvent être mis en avant, selon le principe de l'exception qui confirme la règle).

La marginalisation, une réalité plus ancienne que sa dénomination

Pendant très longtemps, les "infirmes" ont relevé de l'hospice et de l'hôpital général, c'est-à-dire de la mise à l'écart, de la marginalisation qui est bien plus ancienne dans nos sociétés que sa dénomination et ses déclinaisons modernes (contrairement à une certaine lecture actuelle qui daterait les mécanismes d'exclusion d'un saut qualitatif dans la logique du marché). Pour ignorer ou rejeter le handicap en général et ce qu'il peut avoir de dérangeant sous ses différents avatars, la meilleure réponse a longtemps été de l'exclure du monde du travail et de la sphère de l'échange et, éventuellement, de créer des structures spécialisées où il pouvait être "concentré" (par exemple le travail protégé) ce qui met cette modalité du travail hors du circuit social et hors du marché, donc du circuit économique principal.

Dans ce schéma, le handicap est "caché", aussi bien physiquement qu'économiquement et socialement. Si la phase dans laquelle nous nous trouvons est caractérisée par le fait que cette exclusion (du travail et de son potentiel de socialisation) touche d'autres personnes que "les invalides" et "les fous" et devient un lot commun, c'est au moins "en creux" une forme de banalisation du handicap...

Ensuite, parce que dans ce qu'on pourrait référer à une "échelle des besoins" (Maslow), le "dépassement" de la valeur-travail supposerait au préalable que sa satisfaction ou l'accès à ce "droit" (puisqu'il reste inscrit à ce titre dans la constitution) ait été effectivement acquis et approprié pour pouvoir être "relativisé"...

Nous touchons là un des points les plus sensibles de l'actuel débat sur la relativisation de la valeur-travail : qu'une société paye pour que les sans-emploi restent chez eux (plutôt que dans l'espace travail, ateliers, bureaux ou dans l'espace public, rues ?), qu'elle

accorde à des catégories de personnes des ressources substitutives (l'allocation adulte handicapé), qu'elle introduise des moyens de subsistance indépendants du travail (aide sociale, RMI) ou qu'elle encourage le maintien voire le retour au foyer (allocation parentale), elle crée bien une inégalité de fait par rapport au travail et qui surtout vise des "catégories de personnes" (n'est-ce pas ce qu'on

appelle une discrimination ?). Ceci correspond au traitement "par défaut" d'un problème qui ne peut être résolu ni maîtrisé au niveau où il est posé, comme c'est le cas par exemple au Québec, société pourtant moins excluante que la nôtre, avec le statut des communautés indigènes, pour lesquelles la collectivité est prête à payer (à travers l'impôt) : des conditions matérielles décentes de vie et de subsistance sont garanties pour autant que les personnes restent "sur leur réserve" et renoncent au travail (dans le circuit économique)...

Ces faits et a fortiori la façon dont ils peuvent être vécus (voir encadré ci-dessous) tendent souvent à faire penser que l'exclusion du travail est pire que l'exclusion des revenus et que la valeur sociale du travail est (en tout cas subjectivement) supérieure à la valeur revenu : paradoxe, parce que la stigmatisation récurrente du rôle central de l'argent masque

Qu'une société paye pour que les sans-emploi restent chez eux, qu'elle accorde à certains des ressources substitutives..., elle crée bien une inégalité de fait par rapport au travail et qui surtout vise des "catégories de personnes".

"Hier et aujourd'hui"

« Comme il est dur et humiliant de s'entendre appeler un chômeur. Quand je sors, je baisse les yeux car je me sens totalement inférieur. Quand je marche dans la rue, j'ai l'impression qu'aucun citoyen normal n'accepterait d'être comparé à moi, que tout le monde me montre du doigt. Instinctivement, j'évite de rencontrer les gens. Mes anciennes connaissances et mes amis des beaux jours ne sont plus aussi cordiaux qu'avant. Quand nous nous croisons, ils me saluent avec indifférence. Ils ne m'offrent plus de cigarettes et leurs yeux ont l'air de dire : tu ne la mérites pas, tu ne travailles pas. » Ce témoignage ressemble à des milliers d'autres auxquels nos oreilles se sont quasi accoutumées... Il date de 1929 (S. Zawadzki et P. Lazarsfeld : *The Psychological Consequences of Unemployment*, *Journal of Social Psychology*, VI, 1935).



2 - Nous nous référons ici en particulier au remarquable travail de Bernard Perret et Guy Roustang qui a donné lieu à une rencontre à Peuple et Culture : L'économie contre la société, (Seuil, 1993) ; il est fondé sur la thèse de « l'épuisement des mécanismes d'intégration sociale par le travail (qui) affecte la matrice idéologique commune du libéralisme et du marxisme, à savoir la conception selon laquelle la société procède en dernière instance de l'activité productive de l'individu... ».

peut-être aujourd'hui une réalité plus complexe qu'il n'y paraît et que l'argent cache autant qu'il traduit des "valeurs" auxquelles il serait indexé.

On pourrait en trouver d'autres signes dans ce que l'on a pris pour habitude d'appeler les "rapports Nord-Sud" et qu'il serait intéressant de décoder à la lumière de cette "valeur-travail". Malgré quelques controverses, le développement de l'aide alimentaire ou humanitaire semble faire consensus social dans nos sociétés, alors même que les positions sont nettement plus fermes dès lors qu'il s'agit des conditions de l'activité économique de ces pays, de la maîtrise des flux de production, des tarifs des matières premières et de la "concurrence déloyale" du travail... : fascination-crainte pour ces pays de l'Asie de l'Est à qui l'on reproche à mots peu couverts d'avoir trop bien intégré cette fameuse "valeur travail", commi-

sération-assistance pour cette Afrique qui n'en ferait pas une valeur centrale...

Prétendre que le travail n'est plus "le grand intégrateur" qu'il a été² est probablement pertinent mais il convient, d'une part, de garder présent à l'esprit que ces mécanismes d'intégration ont été pour une part relatifs et sélectifs, et d'autre part, qu'en disant cela il faut éviter de confondre le "travail réel" (qui connaît des fluctuations quantitatives et qualitatives et des modes de répartition variables et qui, de ce point de vue, continue d'exercer un rôle intégrateur pour certains) et la "valeur travail" qu'on ne peut manipuler et maîtriser qu'à l'intérieur d'un contexte culturel et en fonction de rapports sociaux et politiques repérés.

Bernard Scemama

Eléments bibliographiques

Ouvrages

- G. Aznar, *Travailler moins pour travailler tous*, Syros, 1993.
 J.Y. Boulin, G. Cette, D. Taddei (sous la direction de), *Le temps de travail*, Futuribles/Syros, 1993.
 Y. Bresson, H. Guitton, *Repenser la solidarité*, Editions universitaires, 1991.
 J. Dumazedier, *Révolution culturelle du temps libre 1968-1988*, Méridiens Klincksieck, 1988 ; (mélanges en l'honneur de), *Temps libre et modernité*, L'Harmattan, 1994.
 Echange et projets, *La révolution du temps choisi*, Albin Michel, 1980.
 A. Gorz, *Métamorphoses du travail, quête du sens*, Gallilée, 1988.
 J. Robin, *Quand le travail quitte la société post-industrielle. La mutation technologique informationnelle méconnue*, GRIT, septembre 1993.
 G. Roustang, B. Perret, *L'économie contre la société. La crise de l'intégration sociale et culturelle*, le Seuil, collection "Esprit", 1993.
 R. Sue, *Vers une société du temps libre ?*, PUF, 1982 ; *Temps et ordre social*, PUF, 1994.

Articles

- G. Aznar, "Imaginons une société sans chômage, ou vivre à trois temps", in *Partage*, n°90, juin-juillet 1994.
 C. de Brie, "Cascade de libéralités pour les clients de la droite", in *Le Monde Diplomatique*, septembre 1993.

- B. Cassen (sous la direction de), "Vers une révolution du travail" (dossier), in *Le Monde Diplomatique*, décembre 1993.
 B. Cassen, "Stratégies pour l'emploi, faux-semblants et pistes nouvelles", in *Le Monde Diplomatique*, mars 1993.
 S. Constantini, "La réduction du temps de travail : un outil de la modernité", in *Transversales Science Culture*, n°22, juillet-août 1993.
 A. Gorz, "Pourquoi la société salariale a besoin de nouveaux valets", in *Le Monde Diplomatique*, juin 1990 ; "Sortir de la société salariale", in *Transversales Sciences Culture*, n°25, janvier-février 1994.
 R. Sue, "La mutation contemporaine à l'épreuve des temps sociaux", in *Partage*, n°87, février 1994.
 J. Robin, "Les 32 heures : de la contre-façon à la trahison", in *Transversales Science Culture*, n°24, novembre-décembre 1993.
 "Pour ou contre le revenu minimum, l'allocation universelle, le revenu d'existence" (dossier), in *Futuribles*, n°184, février 1994.
 "Travail : l'existence en question" (dossier), in *Le Monde des Débats*, septembre 1993.
 "Le temps de travail", Dossiers et documents, in *Le Monde*, février 1994.
 "Le temps libre", in *POUR*, n°95, mai-juin 1984 ; "Le travail en question", in *POUR*, n°137-138, juin 1993.

Une société marginale à elle-même*

Notre société a été marquée depuis les années 75 par une évolution fondamentale : l'absence de lien systématique entre le progrès économique et le progrès social et culturel étant de plus en plus évidente, l'autonomie de l'économie par rapport au politique et à l'éthique - autonomie qui s'était progressivement imposée à partir de la révolution industrielle - doit désormais être remise en cause.

Si l'on prend l'exemple du PIB - en augmentation de 70 à 75% entre 1970 et 1990 alors que, dans le même temps, le chômage a été multiplié par cinq -, on remarque, qu'à côté de la crise économique, une crise plus profonde, d'ordre culturel, secoue actuellement notre société¹. Déjà, pendant la période de croissance économique française, il y avait eu le coup de semonce de Mai 68 qui était bien une protestation d'ordre culturel contre l'économisme, protestation symbolisée par la célèbre formule "métro, boulot, dodo".

Même si la dimension économique de la crise actuelle et, notamment, la difficulté de plus en plus grande du déversement des travailleurs d'un secteur d'activités vers un autre, ou encore, la concurrence internationale de plus en plus forte, ne doit pas être totalement rejetée, les évolutions économiques n'expliquent pas tout et des raisons d'un autre ordre doivent aussi permettre de comprendre l'évolution actuelle de notre société. Parmi celles-ci, comme le montre Yves Barrel (cf. article intitulé "Le grand intégrateur"²), une place centrale doit être faite à la disparition du rôle du travail comme élément d'intégration sociale.

Pendant longtemps, en effet, ce qui conditionnait la valeur d'un bien c'était le travail. Par la force de travail d'un individu, la matière acquérait de la valeur. Aujourd'hui, avec la tertiarisation, c'est moins la force de travail de chaque individu qui le valorise que la fonction qu'il occupe dans un système productif complexe. Les modes de socialisation par le travail deviennent ainsi beaucoup plus complexes. Le salarié doit s'intégrer dans l'entreprise et partager ses objectifs, la constitution de son identité devient beau-

coup plus problématique. Y. Barrel parle à ce propos de la "marginalité invisible", c'est-à-dire du fait que des individus, pourtant insérés professionnellement, sont quand même en marge de la société et se replient sur leur vie privée. On retrouve là l'idée de qualification sociale, dont on parle beaucoup aujourd'hui et qui dépend surtout de la capacité d'un individu à s'inscrire dans un collectif de travail, à entrer en relation avec les autres sur le lieu de travail, à s'adapter rapidement à une situation, à entrer en communication. Dans ces conditions, la qualification d'un individu repose sur autre chose que sur l'acquisition de connaissances ou de compétences techniques, elle se fait d'abord dans la famille ou à l'école, donc avant l'insertion professionnelle.

Un déficit d'apprentissages sociaux

En ce qui concerne les jeunes par exemple, leurs difficultés d'insertion sociale ne viennent pas uniquement des difficultés du marché du travail. Chantal-Nicole Drancourt³, qui a réalisé un certain nombre d'enquêtes auprès de jeunes, a montré comment l'insertion professionnelle difficile venait aussi d'une adolescence qui s'éternisait, de la difficulté à faire des projets, à se décider pour l'entrée dans la vie professionnelle, du problème de motivation. Elle parle, pour ces jeunes, d'un déficit d'apprentissages sociaux qu'elle relie à une évolution de la société dans son ensemble (une "nouvelle donne sociétale", avare en prescriptions et modèles de conduite), une société qui a de faibles capacités à proposer des modèles de comportement.

On se trouve ainsi pris dans un cercle vicieux : ceux qui ont des difficultés d'ordre familial, ou des difficultés d'intégration scolaire, ont du mal à s'intégrer dans la vie professionnelle ce qui ne fait que redoubler leur difficulté d'intégration sociale. Là encore, les évolutions économiques sont assorties d'évolutions culturelles.

Pourtant, alors même que la prééminence de l'économique montre ses limites, nos outils statistiques en restent encore largement imprégnés. La comptabilité nationale mesure, à partir du PIB, la

* Ce texte est le compte-rendu d'une intervention de Guy Roustang, auteur de *L'économie contre la société* (Seuil, 1993), qui s'est tenue à Paris, le 8 février dernier, dans le cadre de la préparation du 50^e anniversaire de *Peuple et Culture*.

1 - C'est ce que H. Arendt soulignait déjà dans son ouvrage *Condition de l'homme moderne* : elle y critiquait l'espoir de Marx selon lequel, tout naturellement, au fur et à mesure de la satisfaction des besoins, les individus investiraient davantage de leur temps et de leurs intérêts dans la vie culturelle et la vie de la cité.

2 - In *Connexions*, n°56, 1990.

3 - Le labyrinthe de l'insertion, éd. ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle, la Documentation française, 1991.



Il faut se garder de
poursuivre dans la logique
du "toujours plus".
L'économie comble
un vide de sens, un vide
social d'autant plus grand
qu'on assiste actuellement
au double effondrement
des perspectives
de révolution politique
et des grandes religions.

➤ ➤ création de richesses au cours d'une année donnée dans un pays, comme si le taux de croissance pouvait prétendre mesurer l'efficacité d'une société et la qualité de la vie sociale. La comptabilité nationale était tout à fait en congruence avec un contexte d'autonomisation de l'économie. Aujourd'hui, avec le développement des services, les économistes sont d'accord pour dire que nos modes de calcul ne sont plus adaptés. Peut-on en effet parler de productivité du travail dans un établissement scolaire ? Actuellement, on mesure l'apport de ce dernier à la richesse nationale essentiellement à partir des salaires des enseignants ; mais c'est une mesure peu satisfaisante. Il en est de même pour le système de santé. Au fur et à mesure que le tertiaire relationnel (basé sur les services, sur la mobilisation des ressources relationnelles) prend de l'importance, on se trouve assez démuné pour juger de son efficacité. Si on veut parler d'efficacité en matière d'éducation, il va falloir confronter des opinions et des valeurs : est-on prêt à mettre de gros moyens pour que ceux qui ont des difficultés puissent atteindre un certain niveau, ou ne va-t-on pas plutôt faire un raisonnement économique plus simpliste consistant à dire qu'il n'est peut-être pas utile de faire de grosses dépenses pour des gens qui ne sont pas doués ? Le système de la comptabilité nationale doit de plus en plus être complété par des systèmes d'évaluation, permettant de confronter des opinions et des valeurs. Ce qui conduit là aussi à remettre en question l'autonomie de l'économie par rapport à l'éthique et à la politique.

Louis Dumont⁴ montre que, dans les sociétés traditionnelles, l'économie était encadrée dans les rapports sociaux, qu'il y avait primauté des rapports des hommes entre eux sur le rapport des hommes aux choses, que l'on connaît avec le développement de l'économie. Avec la tertiarisation, il devient néces-

saire de replacer la relations des hommes entre eux au-dessus de la relation des hommes aux choses.

Dès lors, ainsi qu'Y. Barrel le fait remarquer, le travail peut-il demeurer le principe de l'organisation sociale ? La civilisation du travail n'est-elle pas en train de disparaître ?

Il est possible d'envisager des changements mineurs - la relance de l'économie, par exemple. Mais, même si les données économiques doivent être prises en compte, il faut se garder de poursuivre dans la logique du "toujours plus" (les besoins seraient infinis, donc l'économie pourrait se développer indéfiniment). Comme le fait remarquer Maurice Bellet dans *La seconde humanité*⁵, l'économie comble un vide de sens, un vide social d'autant plus grand qu'on assiste, actuellement, au double effondrement des perspectives de révolution politique et des grandes religions.

Crise économique ou crise de l'économie dans la société ?

Au contraire, si l'on admet que le problème n'est pas seulement économique, mais qu'il s'inscrit également dans une crise globale, qu'il s'agit moins d'une crise économique que d'une crise de l'économie dans la société, de la civilisation du travail, on peut essayer de dégager des perspectives qui sont d'un autre ordre.

Quelles solutions envisager pour répondre à ces différentes évolutions ?

1°) La remise en question du choix global de notre société en faveur d'une production et d'une consommation illimitées. Toutes les sociétés avaient procédé, avant nous, à une éducation et à une limitation des désirs et nous sommes les seuls, au contraire, à penser à leur extension infinie pour nourrir la grande machine économique. Aujourd'hui, il n'est plus question de répondre à des besoins, le mot d'ordre est de les créer pour relancer la mécanique économique !

2°) La lutte contre l'exclusion ne signifie pas simplement intégrer des individus marginaux dans la bonne société, mais reconnaître que notre société est marginale à elle-même, donc que la société aussi est malade.

3°) La réduction de la durée du travail et le partage des revenus doivent être rediscutés afin de multiplier les emplois, car l'emploi reste, aujourd'hui, le moyen privilégié d'insertion sociale.

4°) La valorisation des activités non rémunérées pour l'usage de notre temps dans des activités d'utilité sociale et dans des activités de développement personnel doit être recherchée. Ce qui suppose, bien

4 - Homo aequalis I, Gallimard, 1977.

5 - Desclée de Brouwer, 1993.

sûr, de préparer des citoyens tout autant que des travailleurs. C'est le grand paradoxe de l'Education nationale ; mais c'est aussi celui des mouvements d'éducation populaire à qui l'on demande de se centrer sur l'insertion professionnelle, même si c'est très important, au risque d'oublier leur mission originelle.

5°) La possibilité de nouvelles relations entre les trois économies que sont l'économie publique, le secteur privé et le secteur du bénévolat, lequel englobe l'économie domestique. Pour essayer de dépasser les problèmes de financement du tertiaire relationnel, il faudrait mêler travail rémunéré et travail non rémunéré (cf. le système des crèches parentales). La participation à des tâches d'utilité sociale permettrait de résoudre certains problèmes écono-

miques mais aussi de développer la responsabilité civique et de lutter contre le retrait dans la vie privée.

6°) Le développement, enfin, des moyens de lutte contre l'exclusion, notamment par la valorisation de tous les métiers qui se préoccupent d'insertion sociale et professionnelle. Dans une société où il y a abondance des biens industriels mais où il y a pauvreté des liens sociaux, ce sont peut-être tous ces métiers du travail social qui sont à valoriser.

compte-rendu réalisé par
Catherine Beaumont

quelques éléments du débat qui a suivi

Les limites du travail en tant que valeur d'intégration sociale

Le travail n'est pas à considérer comme une fin en soi : ce n'est pas parce que le travail permet l'intégration que la création d'emplois constitue le remède absolu contre l'exclusion. L'exemple américain, où l'on développe une multitude d'emplois mal rémunérés dans les services, en particulier dans le secteur tertiaire relationnel, révèle le danger potentiel d'une telle approche : elle provoque une croissance de la marginalité invisible et l'aggravation des inégalités sociales.

Les moyens de résoudre la crise

■ La place du travail et le partage de l'emploi

Le plein emploi n'étant plus à notre portée, nous pouvons consacrer notre temps à d'autres activités si chacun accepte de partager son temps entre des activités rémunérées et non rémunérées. Il nous appartient, en tant qu'association d'éducation populaire, de réfléchir à cette question, et notamment à la manière dont peu-

vent s'articuler activités rémunérées et non rémunérées dans une structure comme la nôtre ; quelle est la place du bénévolat et quels "dangers" peut-il représenter à l'égard du salariat ?

Cela ne signifie pas qu'il faut remettre en cause l'existence du travail mais au contraire réhabiliter sa valeur : en partageant l'emploi afin d'affirmer le refus d'une société où certains n'auraient pas accès à l'emploi, et en améliorant les conditions et la qualité du travail.

L'une des missions de Peuple et Culture aujourd'hui ne serait-elle pas justement d'amener les individus des classes riches, ceux qui vivent du profit du travail des autres, à réfléchir à ces questions de partage ?

■ L'organisation du temps libéré

Mais si le temps de travail tend à se réduire, à quoi va-t-on occuper son temps libre ? Est-ce le rôle de la société d'organiser le temps libre au même titre qu'elle organise la production et la répartition des revenus ? Pour G. Roustang, l'individu n'est que partiellement libre, ses choix

sont en partie déterminés par ses origines, son environnement..., aussi la société doit-elle se préoccuper des conditions dans lesquelles chacun se trouve. Prôner l'idée que "chacun se débrouille" est un discours facile lorsqu'on est issu d'un milieu favorisé culturellement. Parmi les activités susceptibles de générer du lien social, on peut penser aux activités sportives qui, à travers l'obéissance à des règles du jeu, la relation à l'autre, l'amélioration de ses performances, sont constitutives de la personnalité, ou bien aux activités culturelles telles que le théâtre. Il faudrait aussi enclencher une nouvelle dynamique qui donne aux personnes les moyens financiers et humains de construire des projets et les accompagner dans ces projets. Ce sont des thématiques qu'il serait intéressant d'approfondir ; elles rejoignent d'ailleurs l'idée de "pédagogie de l'essentiel" (dont parle Chouraki dans un article paru dans *Le Monde*) qui permettrait à chacun de faire le lien entre ses problèmes particuliers et les grands enjeux communs.

points de vue

La grande souffrance

Ce texte et celui de la page suivante ont été écrits par deux adhérents individuels de l'Union en réaction à l'intervention de Guy Roustang.

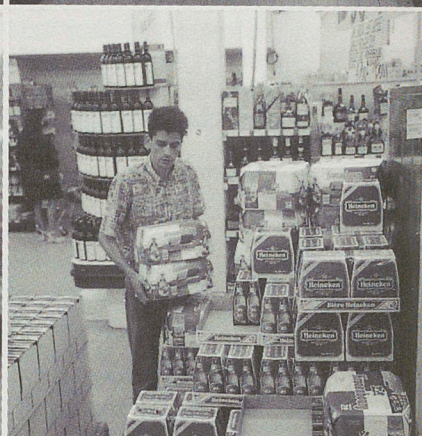
Les économistes ont fait leur temps. La production/consumption illimitée, véritable drogue à la croissance, a sinistré une très grande partie de la population, révélant ainsi cruellement la contradiction existante entre le tout économique et l'espoir d'une libération. La crise de l'emploi ne résulte pas d'une crise momentanée au sein du système. Même si une organisation sociale d'un autre type ne nous paraît pas toujours plaudable, nous sommes de plus en plus persuadés que le dépassement de la conjoncture actuelle ne s'effectuera que par un travail de la société sur elle-même.

Il y a un peu moins d'un siècle et demi, Marx incitait à se libérer de la pensée interprétative pour se consacrer à une action de changement sur ses conditions réelles. N'est-ce plus là qu'une belle formule, pour nous qui n'avons cessé d'être évalués aux normes des statistiques sur l'accroissement (ou la diminution) du pouvoir d'achat ? L'utopie de Marx définissait le travail productif comme un affrontement à la matière. Le "socialisme réel" en a réalisé la caricature dans les pays où il s'est maintenu avant de se dissoudre ; l'uniformisation sociale ne se révèle pas compatible avec la mise en valeur de la force de travail.

Pour André Gorz, "l'échec du pan-rationalisme socialiste ne peut être expliqué par des raisons historiques et empiriques seulement... la coïncidence du travail fonctionnel et de l'activité personnelle est irréalisable à l'échelle des grands systèmes".

Dans les sociétés capitalistes, la logique de l'échange a fini par dicter sa loi mais avec un résultat contestable : la qualité productive d'un individu ne va plus de soi.

La primauté de l'échange sur la production dans notre système a



Photos Gaël Leroux

pour conséquence, en effet, une économie dominée par la production de services - environ 70 % des salariés en France. L'absence d'un produit tangible de travail ne facilite pas la "reconnaissance sociale". Par contre la valeur du travail dépend étroitement des fonctionnements sociaux.

Si on nous vole notre travail, on nous vole notre vie

La société de services représente ainsi une extension de l'économie au-delà de la sphère des besoins matériels. L'essentiel de ce qu'apportent les travailleurs ne relève plus de la force de travail mais d'un engagement personnel, la valeur du service dépendant, en grande partie, de la qualité de la relation.

Il existe donc un contexte nouveau qui nous contraint à envisager un scénario dans lequel le statut professionnel ne représente plus le centre de l'existence mais

concourt à une "auto-réalisation" de la personne, dans la mesure où le travail rémunéré, même s'il n'est plus majoritaire en temps, demeure le moyen privilégié d'avoir un statut social. Le travail se trouve de ce fait paradoxalement requalifié en valeur rare - et non seulement parce qu'il fait défaut - et le prix à payer pour l'obtenir semble parfois exorbitant. Les discours parallèles mais concordants d'entrepreneurs, des choix politiques récents, notamment à propos de jeunes, déçoivent, scandalisent, révoltent. Si quelque part on vous vole votre travail, c'est aussi qu'on vous vole votre vie. Comment parler alors de "qualification sociale", si le sens est perdu, parce qu'il a été confisqué ? Agissons au moins pour que les paroles s'expriment et se confrontent dans des espaces reconnus. C'est un premier acte pour une reconstruction d'un espace public.

J-C Lucien

points de vue

Pour d'autres modes d'intégration sociale

Dans la civilisation du travail qui est la nôtre, le travail joue un rôle d'intégrateur social.

Le travail a pour contrepartie le salaire, c'est-à-dire un revenu qui rétribue la participation à la production de biens et de services qui ont eux-mêmes une valeur marchande. Par le salaire la société reconnaît que le travailleur a une utilité sociale et en même temps elle lui donne les moyens d'être acheteur sur le marché des biens et services.

C'est le marché du travail qui fixe les salaires et le marché des biens de consommation qui fixe le prix des produits. Autrement dit, c'est un système quasi-anonyme qui joue un rôle de régulateur en fixant à un niveau variable la valeur des biens que l'on désire consommer.

Pour le jeune adulte, le nœud du problème identitaire est d'ajuster la valeur subjective qu'il s'attribue et la valeur que les autres lui reconnaissent. Par l'entrée sur le marché du travail, il entre théoriquement dans un système qui lui donne des repères pour se situer dans un monde social où le travail joue un rôle prépondérant. Le premier salaire est un signe de reconnaissance.

En même temps, sa participation au monde du travail, du fait de la division du travail, le met en relation avec des personnes, des groupes, des syndicats. Il collabore avec eux, il lutte avec eux pour une amélioration de son sort. Cela crée du lien social.

Ce système d'intégration qui a plus ou moins bien fonctionné dans les années passées est actuellement en crise.

D'abord parce que le chômage a

pris une ampleur sans précédent et est devenu structurel. Un certain nombre de personnes sont donc exclues du système d'intégration dont nous venons de parler et certaines pour de longues périodes, sinon définitivement. Ensuite parce que la nature du travail a changé. Ce sont les activités tertiaires qui deviennent prédominantes.

Faire évoluer la civilisation du travail

Il y a une tertiarisation de l'économie. D'où une série de conséquences :

- L'entrée dans le monde du travail requiert, plus souvent qu'avant, une qualification sociale. Il y a donc un cercle vicieux de l'intégration : pour pénétrer dans le monde du travail, il faut préalablement avoir été intégré dans la société. Une grande partie des RMistes sont des isolés qui, de ce fait même, ont du mal à s'insérer professionnellement.

- Dans une économie tertiarisée, la valeur produite par le travail est impalpable et par là même, le montant du salaire c'est-à-dire, finalement, la valeur du salarié ne repose pas sur des bases solides.

- Le sens du travail est plus difficile à percevoir. Or, pour être intégrateur le travail doit avoir, visiblement, une utilité sociale.

Du fait que l'intégration par le travail continue pour le moment à fonctionner mais mal, avec de nombreuses et graves défaillances, il faudrait donc que se mettent en place ou se confirment d'autres modes d'intégration sociale.

La difficulté principale vient du

fait que ceux qui ont un emploi sont souvent trop absorbés par celui-ci pour consacrer une partie de leur temps et de leur énergie à d'autres activités sociales. La diminution du temps de travail et la prise de conscience progressive qu'il existe d'autres valeurs que le travail permettent d'espérer un changement à cet égard. C'est ce que dit Roustang : « L'accroissement du temps de loisir ne doit pas être synonyme de retrait dans la sphère privée. D'où l'importance d'une vie culturelle authentique, de la sociabilité locale et de voisinage, du militantisme associatif et politique ».

Il s'agit de faire évoluer la "civilisation du travail" vers une autre forme de civilisation promouvant d'autres valeurs autour desquelles de nouvelles intégrations sociales pourraient s'effectuer.

Guy Bonvalot

les fausses explications du chômage

- **le niveau trop élevé de la protection sociale et des rémunérations** : dans les pays du Sud, où rémunérations et protection sociale sont au niveau presque zéro, les taux de chômage sont de l'ordre de 30 à 50 %.

- **la comparaison des taux de chômage entre pays** : au Japon, une journée de travail dans une année suffit à exclure la personne des taux de chômage annuels. D'autre part, dans la société japonaise, une forte pression sociale fait que si une femme n'a pas de travail, elle ne va pas s'inscrire au chômage.

Éléments de réflexion donnés par
Christian De Brie lors de son intervention à
Peuple et Culture Corrèze

Quelle place pour les actions

Plusieurs IFAD* de Peuple et Culture Languedoc-R. organisent des stages d'insertion sociale et professionnelle pour des personnes en situation de non emploi. Nous avons questionné certains de leurs acteurs sur ce qui motive leur inscription dans ce domaine.

IFAD Institut

Comme en témoigne leur nouvelle plaquette (voir extrait ci-dessous), le rapport au secteur économique devient, à l'IFAD Institut, prédominant. L'idée est de proposer, dans le champ de l'animation, des actions de formation adaptées aux besoins des entreprises. Il s'agit donc de développer en amont la possibilité d'étudier au cas par cas les besoins en

formation, les perspectives d'évolution des métiers. L'IFAD propose depuis de nombreuses années des formations en alternance dans les domaines de l'animation, de la bureautique et de la photo, ainsi que des actions d'insertion sociale et professionnelle pour les publics de bas niveau de qualification, jeunes et adultes. Dans ce cadre, un travail constant est mené

avec les entreprises d'accueil et les employeurs potentiels. L'orientation aujourd'hui est de contribuer à définir et développer la fonction des tuteurs. Enfin, l'IFAD accentue sa fonction d'accompagnement des porteurs de projets, qui associe les démarches de formation, de recherche-crédation d'emplois et de développement.

Marc Poujol

* IFAD (Information Formation Animation Développement) : structures locales ou spécialisées de Peuple et Culture Languedoc-Roussillon.

IFAD Institut

Une stratégie "Formation Emploi Développement"

L'institut de Formation Animation Développement a été créé en 1984 au sein de Peuple et Culture Languedoc-Roussillon.

Il se veut un outil de concertation et d'accompagnement social, économique et culturel de notre région, en permettant la multiplication d'espaces d'initiatives, en apportant aux innovateurs et aux acteurs du développement des moyens concrets - théoriques et techniques - pour mettre

en œuvre leurs projets dans une démarche "Formation - Emploi - Développement". Cette démarche concerne des porteurs de projets qui souhaitent concrétiser leur idée par la création d'une activité ou la mise en œuvre d'une structure répondant à un intérêt collectif. Ce projet doit s'inscrire dans une stratégie de développement, c'est-à-dire apporter une innovation si possible reproductible.

IFAD Ganges

La dimension économique traverse toutes les actions de l'IFAD depuis son démarrage. C'est un aspect du travail d'animation et de développement. Le travail y est considéré en tant que problématique culturelle : ce sont souvent les représentations du travail, du salariat, qu'il convient de faire évoluer pour poursuivre avec succès une démarche d'insertion économique. L'IFAD a pour fonction d'être un espace de médiation entre des porteurs de projets, des personnes en recherche d'insertion professionnelle et le secteur économique. C'est ainsi que le projet pédagogique est bien de professionnaliser les formations proposées. Pour cela, les stagiaires sont sollicités en situation concrète de travail,

même lors de périodes de stage pratique. Par exemple, certains ont, au cours d'un atelier "mécanique", monté une véritable voiture de course à échelle réduite, réparé des motos, suscitant chez des entrepreneurs le désir de les aider en leur donnant du matériel. D'autres, engagés dans une formation "métiers du social", ont proposé des actions d'animation dans plusieurs écoles et dans des maisons de retraite, recevant un accueil et des évaluations très favorables. L'IFAD a aussi permis la création d'une association loi 1901 ayant pour but de promouvoir les emplois familiaux à domicile, recrutant six personnes titulaires du CAP "petite enfance". Mais il s'agit surtout d'un travail individualisé et patient avec les chefs d'entreprise qui permet peu à peu de constituer un réseau de plus en plus proche de l'IFAD.

J. Auteroche

Ces différents témoignages ont été recueillis par Blandine Sagot, permanente de Peuple et Culture Languedoc-Roussillon.

L'emploi dans d'insertion ?

IFAD Lodève

Tout processus d'insertion est indissociable de l'économique : la fiche de paye est la base d'un processus d'insertion. Le travail sur l'insertion à l'IFAD continue sous forme d'accompagnement des personnes, mais s'oriente aussi sur la sensibilisation et la

formation des élus locaux aux démarches innovantes, individuelles de création d'emploi. Implanté en milieu rural, sur une zone économiquement faible, l'IFAD voit apparaître une nouvelle population qui effectue une migration des grandes villes vers le secteur rural. Venues

de Paris, de Lyon... ces personnes trouvent à l'IFAD un accompagnement individualisé pour la création de très petites entreprises. A titre d'exemple, on peut citer : un projet de lieu de vie à la ferme pour des enfants difficiles autour d'une activité liée à la terre ; un menuisier-

ébéniste ; un projet de gîte d'accueil... L'IFAD a aidé en 1990 à la création de "La petite table", une association loi 1901, petit restaurant qui a recruté trois personnes en recherche d'emploi, à temps partiel sur des contrats à durée indéterminée.

J.-P. Dargaud

IFAD Paillade

A l'IFAD, "l'économique" a toujours été considéré comme un des axes du travail sur l'insertion sociale et professionnelle des publics en difficulté (toutes les formations sont sur le principe de l'alternance avec une période de stage pratique en entreprise). Plus récemment, l'IFAD s'est donné comme mission bien repérée de favoriser un travail sur la culture professionnelle et d'accentuer l'accompagnement vers l'emploi. C'est ainsi qu'a été créé le restaurant "Le Bari" (du nom du quartier ; lire ci-contre), entreprise d'insertion à statut de société coopérative (scoop). Cette expérience illustre la volonté de l'IFAD de

réfléchir sur un modèle de rapport au travail particulier (la scoop permet une participation des salariés à toutes les étapes de la vie de l'entreprise, dont la constitution du capital). Cette entreprise permet l'embauche de personnes à la recherche d'un emploi en situation difficile et a pour vocation de rejoindre les autres préoccupations de l'IFAD : le restaurant est aussi un lieu de rencontre, une salle d'exposition et participe donc aux actions de développement culturel et de création de réseaux sur le quartier. Là aussi, l'économique est indissociable d'un travail sur la citoyenneté.

Claire Laget

Restaurant d'insertion "Le Bari"

L'insertion par l'économique redonne une place dans le monde du travail aux personnes qui en sont exclues depuis plusieurs années et qui cumulent parfois de nombreux échecs professionnels ou plusieurs handicaps (chômage, non qualification, âge...). Elle leur permet de trouver un "sas" avant leur retour à une vie normale. Dès l'entrée en insertion, elles bénéficient d'un statut de salarié et retrouvent ainsi une place à part entière dans la société. Par l'emploi de personnes exclues, l'entreprise d'insertion lutte contre la constitution d'un noyau dur de chômeurs qui ne trouvent pas de réponse dans les autres mesures gouvernementales mises en place. Les entreprises d'insertion ont pour particularité d'offrir un emploi, mais aussi d'assurer une formation individualisée et un accompagnement social. Ce n'est qu'en menant ces trois actes simultanément que l'entreprise d'insertion permet à ceux qui sont margi-

nalisés de retrouver une place dans le monde du travail et dans la vie sociale.

Ce restaurant répond à plusieurs besoins du quartier :

- besoins économiques : création de cinq emplois, soutien de l'économie locale par les achats, participation active à la politique d'insertion par l'économique et à ses réseaux en renforçant leur présence sur le quartier ;
- besoins sociaux : insertion par l'économique de trois personnes non-employables dans un autre cadre, fonction de service de proximité, de lieu de rencontre, fonction de prévention en contribuant, lorsqu'il ouvrira le soir, à la sécurité publique par une présence active aux heures les plus exposées ;
- besoins de formation professionnelle dans un secteur porteur d'emploi : pour des salariés en insertion, en appui aux stages de formation, pour les publics défavorisés.

Partage de la culture

A l'origine de la formation de notre équipe, il y a une révolte contre la séparation de la culture et du peuple, indiquent les premières lignes du Manifeste de 1945. Le problème du partage de la culture se pose aujourd'hui sous d'autres formes mais avec la même acuité. L'égalité d'accès à la culture, une utopie jamais réalisée ? Sans aucun doute, mais qu'advierait-il si la question cessait d'être posée ? La raison, la conviction, les systèmes de valeur qui font que l'on peut se mobiliser avec d'autres pour le partage de la culture, c'est d'abord qu'on postule l'égale dignité des hommes. Plus que jamais l'art et la culture représentent un prodigieux gisement d'énergie et d'émancipation individuelle et collective, l'égalité d'accès à l'un et à l'autre, une condition vitale de la démocratie.

Petite fable culturelle

Cette fable nous a été contée le 6 mai 1994 par Jean Hurstel à l'occasion d'une soirée-débat sur le thème Les frontières culturelles, de nouvelles relations entre art et population. Seul le premier tableau de cette fable est reproduit ici, les deux autres n'ayant pas été rédigés.

Décor

L'acte I se déroule dans un Mac Do sibérien entre chien et loup. Des pingouins mac-arctiques plongent sous la banquise d'où ils ramènent des étuis en plastique marqués "hamburger", tandis que des phoques, portant lunettes de soleil noires, sirotent des boissons glacées au coca, étalés sur des chaises en plastique, en écoutant une musique extra-galactique.

Personnages

Entre Jojo la Frite, un ancien combattant de l'éducation populaire, habillé d'un costume de velours côtelé noir, élimé aux coudes à la suite des nombreuses réunions de formation à l'entraînement mental qu'il a dirigées, les bras appuyés sur la table en fumant une pipe. Jojo boite de la jambe droite à la suite d'un coup de pied irrégulier reçu lors d'un match de football

organisé par les Francs et Franches Camarades. Jojo porte bien d'autres cicatrices, morales, intellectuelles et idéologiques, reçues lors des nombreuses campagnes militantes d'éducation populaire qu'il a menées dans les quartiers déshérités du pays, mais elles sont cachées par le velours. Il est à moitié muet à force d'avoir crié lors des assemblées générales, et à moitié aveugle à force d'avoir guetté une société plus juste, plus fraternelle, plus solidaire, à moins que ce ne fût à force de guetter, soir après soir, le mieux-disant culturel à la télé.

Quand Jojo s'avance sur la banquise, les mac-arctiques effarés s'arrêtent de plonger et contemplent l'animal qui s'avance vers eux d'un pas mal assuré. Est-ce un mutant ou un dinosaure échappé de Jurassic Park ? Mais Jojo, qui connaît bien les phénomènes de groupe, se veut rassurant. Il s'adresse aux indigènes : « Moi, rendez-vous, moi, chercher Monsieur William de Thune, vous connaître ? » lance-t-il. Mais l'assemblée mac-arctique ne comprend rien à ce patois. Grâce à l'entraînement mental, Jojo comprend immédiatement la situation et réagit avec la rogérienne empathie. « I haveux an appointementeux with Mister Williamex. » Les mac-arctiques sourient et hochent la tête. Ils ont compris et conduisent, en smurfant maladroitement, Jojo vers un grand phoque, costume trois pièces, étalé sur la banquise, qui pianote un portable, non pas de chez Mac Do mais de chez Macintosh. C'est Willy, lauréat des Hautes Etudes Culturelles et Commerciales (HECC).

JOJO. - Mister William, I présume.

WILLY. - Yes, of course, mais je pratique aussi le patois.

JOJO. - Ecoutez, on m'a donné votre adresse ; il faut que je me recycle, je viens d'être licencié par la fédération.

Un regard froid jauge Jojo et calcule mentalement, sans entraînement, le rapport qualité/prix d'une éventuelle formation.

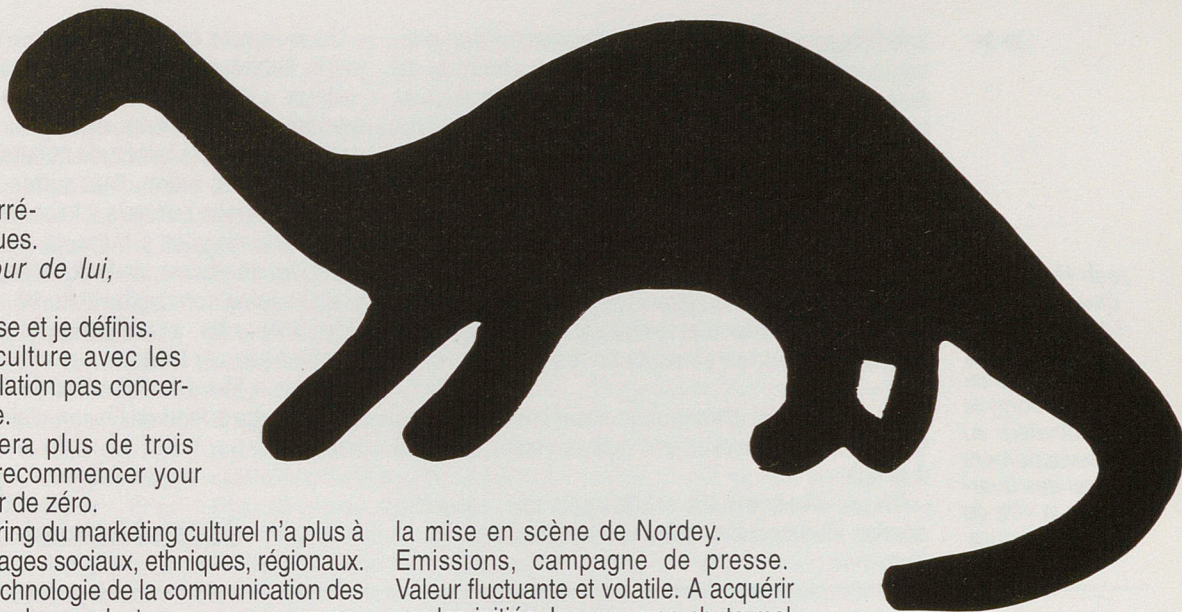
WILLY. - Le check-up, c'est 10 dollars la minute.

JOJO. - C'est un peu cher pour un chômeur longue durée. J'en prendrai pour trois minutes. J'énumère et je décris : mon premier souci, c'est le partage de la culture.

WILLY bondit et rougit. - Nom de dieu, un curé.

JOJO. - Je compare et je distingue : laïque et républicaine, l'éducation populaire, vous connaissez ?

WILLY s'écroule, effondré. - Des propos obscurs,



monstrueux, carrément préhistoriques. Il regarde autour de lui, gêné.

JOJO. - Je classe et je définis. Partage de la culture avec les 90 % de la population pas concernés par la culture.

WILLY. - Ça fera plus de trois minutes, il faut recommencer your éducation à partir de zéro.

First : L'engineering du marketing culturel n'a plus à faire avec les clivages sociaux, ethniques, régionaux. C'est une pure technologie de la communication des produits culturels, des producteurs aux consommateurs.

Second : Le buiseness culturel n'a plus rien à faire des clivages entre disciplines, créateurs, écoles artistiques. Les produits culturels interchangeables s'échangent sur un marché mondial.

Third : Le marché est régulé par les médias. La vraie question est celle de la valorisation des produits et des productions grâce à un marketing approprié ; nous adaptons le produit au consommateur.

JOJO. - Qu'as-tu fait, toi que voilà ? Dis, qu'as-tu fait de ta jeunesse ? Verlaine, vous connaissez ?

WILLY. - C'est le titre d'un jingle, on pourrait le mettre en musique.

JOJO. - Quand je pense que Rovin disait « une stratégie tournante sur des fronts mouvants ». Tout tourne autour de moi, tout tourne trop vite, j'ai mal au cœur, j'ai le tournis.

WILLY, *rassurant*. - Keep cool, boy, keep cool. Le marché, lui, tourne comme une Ferrari, huilé, silencieux, rationnel. Ah oui, qu'est-ce qui fait tourner le moteur culturel ?

JOJO. - La conviction, oui Monsieur Thune, la conviction de former des citoyens conscients, participant de manière éclairée à la vie de la cité.

WILLY, *pris d'un fou rire*. - On dirait mon pépé après le pousse-café. Non le marché est recyclé par la bourse des valeurs culturelles. Il regarde son ordinateur. Je peux vous la donner en temps réel. Jojo regarde l'engin diabolique qui crache des cours du jour.

WILLY. - Aménophis II : valeur en hausse. Exposition Grand Palais, émissions de télévision, campagne de presse, implication pour l'édition à acquérir rapidement. Pasolini : frémissements liés à

la mise en scène de Nordey.

Emissions, campagne de presse.

Valeur fluctuante et volatile. A acquérir par les initiés. Ionesco : en chute malgré une légère reprise à la suite de son

décès. Mais les investissements médiatiques n'ont pas suivi. Avignon 94 : valeur stable, de tous les portefeuilles de valeurs culturelles. Peut entraîner une spéculation forte ; à surveiller. Cocooing : en hausse. Paternité, problématique en hausse. Marquez, en baisse à Paris, en forte hausse à Madrid. Sarkis, stable. Walcott, baisse malgré un frémissement du marché à la suite du prix Nobel. Baroque SA, en hausse. Les tendances générales du CAC 40, indice Création Art Culture, sont à l'effritement dans le secteur des arts plastiques et dans le spectacle vivant et à une forte croissance pour les valeurs audiovisuelles. Vous êtes convaincu ?

JOJO a glissé de sa chaise ; l'air hébété, il marmonne. - Tant de réunions de concertation, tant de réunions de formation de formateurs, tant d'assemblées générales houleuses pour en arriver là. J'ai mal au cœur, oh que j'ai mal au cœur. Mes anciennes blessures idéologiques se sont réouvertes et saignent. Ah, Joffre, pourquoi m'as-tu abandonné ? Pourquoi Dieu à l'Elysée m'a-t-il crucifié ?

WILLY. - Vous voulez une pilule d'Ecstasy ?

Il contemple longuement Jojo, cligne d'un œil et dit : - Je vous ai compris. On pourrait créer un événement ; la commémoration des anciens combattants. Yes, Jojo, de l'événement hard, interactif, constructif et rétro, ou un éco-musée de l'éducation populaire, un parc de loisirs avec reconstitution des maquis du Vercors, avec combats idéologiques, en laser, son et lumière, avec médias, interviews et pub à la télé.

JOJO, *vacillant*. - Et les banlieues, le peuple porte toujours sa croix.

WILLY. - Yes coco, of course. The people et la cul-





Jean Hurstel est directeur de La Laiterie, Centre européen de jeune création (Strasbourg) et coordinateur du développement culturel des quartiers de la ville de Strasbourg.

ture (*il tape sur son ordinateur*). Monsieur est un nostalgique de l'âge d'or. Monsieur veut des produits de luxe pour les happy few, premières, vernissages et tutti quanti, avec Te Deum et action de grâce culturelle. Monsieur dédaigne le supermarché et veut la boutique de luxe avec de grandes marques, des labels accordés par le ministère et la critique des noms connus qui circulent dans des lieux reconnus, maisons, théâtres, galeries, opéras. Pas de problème, on ne mélange jamais la production courante et le luxe, le fast-food et le resto gastronomique. On ne partage pas, on sélectionne les produits, c'est tout.

JOJO. - Je suis chômeur, je serai bientôt RMIste triste. J'ai mal au cœur, très mal au ventre, très mal à la tête.

WILLY. - J'ai trouvé the solution pour toi, c'est prêtre ouvrier, intermédiaire, dans une banlieue pourrie.

JOJO répète machinalement. - Laïque, républicaine, liberté, égalité, fraternité, égalité, fraternité...

WILLY. - Yes, le bicentenaire, grosse réussite événementielle, planétaire, maintenant c'est selon son capital, aux uns la béatitude culturelle, de génération en génération, amen. Aux autres, la production de masse de biens culturels à l'échelle mondiale, l'égalité de Los Angelès à Moscou, égalité d'images, de musique, de cuisine, de look, à chacun son égalité, à chacun selon son capital culturel.

Jojo, très pâle, avale un coup de coca glacé et s'effondre sur la table.

WILLY. - Merde, dix minutes à dix dollars. Ça m'apprendra à faire de l'humanitaire sans caméra de télé.

Jean Hurstel



L'insertion par la culture

La Lettre me demande de reprendre et approfondir la question que j'ai posée à Jean Hurstel après son exposé. En voici le contenu : « Jean, tu es responsable d'un programme de développement culturel et promoteur de la Laiterie. Ton propos est tout entier référencé dans l'espace culturel. A Peuple et Culture, cette question de la culture est bien au centre de nos réflexions. Mais nous nous devons de l'inscrire dans une intelligence plus large du développement social dans ses différentes déclinaisons : l'emploi, l'urbanisme, la vie sociale..., et l'action culturelle n'est pas notre seul savoir-faire. Que peux-tu nous dire à ce sujet ? ».

Ta réponse, Jean, fut bien celle d'un artiste, de là où tu te situes, et non pas celle d'un "agent de développement social". Tu nous as présenté toute la richesse que tu attendais de la Laiterie, espace

ouvert de rencontre entre des artistes de toutes disciplines, venus là exercer leur métier, et les gens, les gens des banlieues en particulier. Pour toi-même, tu nous as dit tout ce que t'apporte la rencontre avec les habitants, les femmes surtout, des quartiers.

Bref, tu ne m'as pas répondu... ou du moins, tu l'as fait de ton seul point de vue d'artiste.

Et pourtant, il faut bien la poser cette question : comment l'acte culturel s'articule-t-il avec le développement social ? Cette question-là est première dans notre métier de militants de Peuple et Culture.

Il nous faut nous défier de toute naïveté : lorsque nous pouvons conduire une action culturelle, les partenaires, en particulier les grandes puissances (tutelles et financeurs) y ont leurs propres enjeux, leur propre vision des effets attendus.

De ce point de vue-là, la culture

est aujourd'hui fortement instrumentalisée et encadrée. J'en veux pour preuve les nombreux programmes culturels que les collectivités locales ne confient plus aux associations, mais gardent en maîtrise d'œuvre directe.

Cette question des enjeux, nous l'avons massivement vécue en Languedoc-Roussillon, à l'occasion du programme Paque. De 1992 à 1994, ce programme de "Préparation active à la qualification et à l'emploi" nous a permis de travailler pendant douze mois avec près de 350 jeunes "en échec d'insertion sociale et professionnelle". Il était financé par le ministère du Travail dans la dernière année du gouvernement Rocard et concernait 70 000 jeunes en France.

La commande était claire : permettre à ces jeunes d'obtenir un emploi et un premier diplôme (niveau certificat d'étude). Tellement claire que nous obte-

nions une prime de 1 000 frs par jeune "placé" sur vérification de sa situation après trois mois.

Les promoteurs du programme, conscients de l'inefficacité de toute approche scolaire, incitaient à développer des pédagogies innovantes... En Languedoc, la Délégation régionale à la formation professionnelle, tutelle du programme, s'est rapprochée de la Direction régionale des affaires culturelles. Elles ont défini ensemble un cadre pour recevoir des propositions et financer des "modules culturels" intégrés dans les cursus de formation. Pour Peuple et Culture Languedoc-Roussillon, cette proposition rejoignait notre volonté de développer et d'élargir des actions culturelles déjà en place.

Nous avons pu ainsi, d'octobre 1992 à mars 1994, conduire sur sept sites différents des ateliers culturels où les jeunes ont rencontré et œuvré avec des artistes de toutes disciplines, photographes, écrivains, plasticiens, vidéastes, comédiens, musiciens... Nous nous sommes saisis à bras-le-corps de ce chantier, nous avons mené moult réunions régionales d'animateurs-formateurs, produit des notes d'orientation, des témoignages... Toutes les personnes qui ont approché ce vaste chantier ont témoigné de l'intensité, de l'authenticité des moments vécus dans ces ateliers, de leur impact sur les jeunes, sur le milieu local, sur nous-mêmes. Aujourd'hui ce programme Paque n'est pas reconduit, une fois de plus gaspillage de l'expérience acquise au service des jeunes...

Mais je m'éloigne de mon propos. Revenons à la question de départ : quels étaient les enjeux des commanditaires du dispositif, et comment y avons-nous inscrit les nôtres ?

Pour la DRFP, il s'agissait d'un dispositif de formation professionnelle. Le "module culturel" constituait une situation pédagogique pour les apprentissages de

base, vers l'insertion sociale et professionnelle. Par la spécificité même de l'acte culturel, il permettait des acquisitions particulières, notamment vers l'insertion. L'évaluation de la DRFP était donc centrée uniquement sur le jeune et son insertion.

Pour la DRAC, l'objectif était au carrefour du social et de la création. Les artistes avec lesquels nous avons contracté devaient être reconnus, agréés par elle, et il s'agissait d'élargir le champ des publics ayant accès aux pratiques culturelles, les espaces de rencontre entre les artistes et la population.

Pour l'Etat lui-même, ce programme s'inscrivait dans les démarches de lutte contre les effets de la crise, la dualisation de la société, le chômage massif des jeunes, les dégâts de l'échec scolaire...

Le partage de la culture, un objectif pour l'ensemble de la société

Pour nous, à Peuple et Culture, il s'agissait d'aller le plus loin possible dans nos objectifs d'éducation. En tout premier lieu, intégrer comme nôtres les commandes de la DRFP et de la DRAC, quitte à en négocier les formes. Mais nos objectifs s'inscrivaient et s'inscrivent aussi dans le développement local : ainsi, on ne peut se contenter de réaliser une prestation dans un programme sectoriel, il faut que ces actions s'inscrivent dans le temps, avec des exigences qualitatives de cohérence. Et c'est bien une de nos difficultés, face à une succession permanente de dispositifs sectoriels, de construire des cadres structurants à moyen terme, qui seuls permettent de capitaliser, approfondir, démultiplier l'expérience acquise. On ne peut pas non plus concevoir une action d'éducation populaire qui n'œuvre qu'avec les apprenants, sans interpeller toutes

les composantes de la société. L'action culturelle, si elle est un espace d'apprentissages singuliers pour les jeunes, interpelle aussi directement leur cadre de vie : cinémas, librairies, musées et lieux d'exposition, bibliothèques municipales, théâtres...

Ces enjeux et objectifs spécifiques à l'éducation populaire se rajoutent aux commandes institutionnelles et en complexifient l'évaluation. Par exemple, ce programme avait pour public prioritaire les jeunes en grande difficulté. C'est certes une de nos priorités, mais n'est-ce pas aussi un piège ? Nous avons besoin, pour avoir une fonction pertinente de relais pour l'insertion, de vivre dans une institution capable d'œuvrer avec l'ensemble du corps social, et pas seulement avec les exclus. L'éducation populaire ce n'est pas uniquement la lutte contre les exclusions, ni de surcroît la lutte contre l'exclusion par le seul travail en direction des exclus... D'ailleurs, les mots "insertion" et "exclusion" nous fatiguent, étiquettes trop faciles qui font l'économie de questionner la société... Alors ce programme Paque, qui a représenté plus de 50 % de l'activité de nos équipes, ne nous a-t-il pas fait perdre de vue nos objectifs généraux ? L'avenir proche nous le dira...

Voilà, j'arrête ici mon propos sur ces ateliers culturels du programme Paque. Je voulais simplement illustrer par un détour les questions que je continue à me poser sur la Laiterie et ce programme de développement culturel. Ta conférence nous a mis l'eau à la bouche, mais quels sont, à Strasbourg, les enjeux des partenaires et des acteurs de ces actions ? Quelles sont les contraintes, les contradictions, les dynamiques, les solidarités ?

**Jean-Rémy
Durand-Gasselin**

Des autodidactes

A propos de l'itinéraire d'écrivain

Ce texte a été écrit par Gérard Bonnefon qui avait pris contact avec Peuple et Culture à l'occasion d'une annonce de recrutement. Nous le reproduisons ici comme illustration de la question de l'accès à la culture et au sensible.

Des femmes, des hommes issus, bien souvent, de milieux sociaux modestes se sont trouvés captifs de désirs qui n'étaient pas les leurs ; ils ont emprunté des chemins de traverse peu fréquentés, malaisés pour accéder à des savoirs dont ils avaient été tenus éloignés pendant leurs jeunes années.

On les nomme autodidactes ; autodidacte, c'est-à-dire "qui s'est instruit lui-même, sans maître" (Petit Robert, 1969).

Le mot et sa définition ont peu de relief pour parler d'une démarche ample, exigeante puisqu'elle modifie la vie de ceux que la soif d'apprendre, de comprendre, d'exprimer a saisis. Ils sont ainsi tels des Robinson évoluant dans des contrées inconnues ; ils les explorent, les analysent malgré des peurs, des doutes. Dotés d'aucune certitude, ils avancent pas à pas dans l'univers des mots, des symboles, pesant, sopesant chaque terme en quête de sens.

L'entreprise dans laquelle ils se lancent est incertaine et ils n'en connaissent pas le terme ; l'idée de promotion sociale est de l'ordre du dérisoire comparée à la recherche de soi qui s'accomplit. Ils se délient des repères établis ; ils sont embarqués dans de frêles esquifs qu'ils mènent avec une volonté irrépressible de comprendre le non-connu, d'en repousser les frontières. Ce n'est pas le niveau atteint qui est digne d'intérêt, mais l'entreprise en tant que telle.

Je ne parlerai pas de tous les autodidactes mais de ceux qui se sont engagés dans les voies de la création artistique, en particulier des écrivains qui ont laissé plus que tout autre des traces de leur aventure. Ils ont écrit sur leur solitude, leur quête et sur les ruptures qui ont jalonné leur vie.

L'objet de cet article est de dégager des constantes qui font qu'à un moment de sa vie on délaisse la voie tracée. Il ne sera pas dressé une succession de portraits, ce travail ayant fait l'objet d'un ouvrage de Benigno Cacérès "Regards neufs" sur *Les autodidactes* (Peuple et Culture, Le Seuil, 1960).

Le regard privilégiera la période de l'enfance qui joue un rôle déterminant avec, en toile de fond, l'importance de l'origine sociale. Il ne sera pas possible d'escamoter une réflexion sur la difficulté de s'engager dans une nouvelle voie.

En essayant de comprendre ces aventures, il faut

accepter le fait qu'il demeure impossible d'en rendre compte totalement ; en effet, et heureusement, il y a toujours un espace personnel irréductible.

L'enfance

Elle étreint, elle modèle une personne, cela dès les premiers vagissements du nouveau-né ; elle est cette période où la vie se dessine, les promesses d'avenir se construisent ou se consomment.

Il ne faut pas systématiser la marque du malheur ; mais le manque à être des autodidactes n'est-il pas saturé d'une enfance insatisfaisante ? Il apparaît qu'ils vont travailler à produire un sens à leur vie, déjà en se déliant de désirs qui ne sont pas les leurs.

Rompre avec une vie subie

Ces traces des premières années, Clément Lépidis, écrivain, les porte bien inscrites dans sa mémoire : « Je suis né dans l'univers du cuir. Mes premiers ébats, mes premiers jeux eurent lieu sur des piles de cuir. »¹

Il va être pris dans les rets familiaux qui lui tracent un destin qu'il refuse de toute son âme : « Mon père voulait donc faire de moi, après l'école, un fabricant de chaussures, ma mère un musicien. »²

A l'âge adulte, il entreprend la recherche de sa voie.

Charles Juliet, écrivain, dans un roman traversé par sa propre histoire, *L'année de l'éveil*, retrace les premières années de sa vie afin de pouvoir les intégrer. Il entreprend un deuil, celui d'une enfance où l'on se conforme à des paroles auxquelles l'on obéit par devoir. Elève doué, d'origine modeste, le jeune Charles est placé chez les enfants de troupe ; il pourra ainsi accéder à une meilleure condition sociale, à une promotion. L'avenir devient illisible et l'enchaînement des questions apparaît : « ... où va-t-on ? Qui a déterminé le but, décidé du parcours ? » (*Journal 1*, 1957-1964), ce qui va le conduire à rompre avec une vie subie beaucoup plus que souhaitée ; Charles Juliet s'engage en écriture.

Des enfances d'autodidactes qui furent marquées par le malheur, on peut citer Panaït Istrati (1884-1945), écrivain, fils d'un père inconnu exerçant la

1 - Clément Lépidis, *La vie en chantier*, Denoël, 1993.

2 - Clément Lépidis, *op. cit.*

contrebande. Il parcourt le monde en vivant plus ou moins bien de la pratique de divers métiers : manœuvre, terrassier, docker... Il dit de lui : « Je ne suis pas écrivain de métier, et je ne le serai jamais. Le hasard a voulu que je sois pêché à la ligne dans les eaux profondes de l'océan social... »³.

Jack London (1876-1916), écrivain, né aux Etats-Unis dans une famille de fermiers pauvres, va au "boulot" dès l'âge de neuf ans.

Que dire de ces itinéraires, si ce n'est qu'il faut trouver son chemin, pour son propre compte, en faisant le deuil des voies tracées, et s'agripper aux moindres aspérités qui vont permettre de sortir d'un puits sans fond. Une lumière vacille, ténue, il faut (re)tenir son souffle et s'en saisir. Il s'agit de se (re)construire, d'être soi, de combler ce manque à être. Pour tous les autodidactes, là réside peut-être l'origine d'une entreprise qui va bouleverser plus ou moins intensément une vie.

Se (re)construire

La définition du terme d'autodidacte, telle qu'elle est livrée dans les dictionnaires, n'est guère satisfaisante. En effet, en mettant l'accent sur le fait de s'instruire soi-même, elle induit un leurre en ne mentionnant pas l'existence d'un autre, réel ou symbolique, qui opère comme un tiers acteur dans l'aventure de l'autodidacte, que ce dernier en soit conscient ou non. On peut parler également de cet autre en tant que bon objet qui renvoie suffisamment de satisfactions émotionnelles. Si l'aventure, car c'en est une, part de l'irrépressible besoin de changer quelque chose dans sa vie, de se situer différemment par rapport à tout ce qui a précédé, il est difficile de valider une relation qui tournerait comme une toupie folle de soi à soi, en dehors du regard d'autrui.

Apprendre pour exister dans le regard de l'autre

En effet, comment ne pas envisager une hypothèse, celle de l'autodidacte marqué précocement par un manque à être fortement ressenti ? Il s'engage alors dans une (ré)habilitation, une (re)construction de sa personne auprès de l'autre. Il veut dire qu'il existe en tant qu'objet suffisamment bon qui demande aussi en retour considération. Apprendre serait une médiation soignante, pour combler le manque à être, pour suturer une plaie psychique douloureuse, pour exister dans le regard de l'autre. L'engagement est sans retour, il y a de l'ordre d'un destin à assumer ; l'autodidacte ne peut faire autrement, il entre en étude, en création,

comme on entre en religion, avec foi, avec une volonté forte ; la solitude, le doute sont ses compagnons de route.

Clément Lépidis trouve des appuis auprès d'amis artistes et une filiation symbolique dans l'œuvre d'Henry Miller : « Ma complicité avec Miller m'aidait largement et renforçait un espoir qui prenait à la façon d'un ciment rapide. »⁴.

Il s'engage dans la peinture, puis dans l'écriture, ce qui va transformer profondément sa vie : « Comme si je repartais à l'an zéro de mon existence alors que j'en étais au moins à la moitié. Je gravissais les marches d'un escalier, ignorant où se trouvait le palier final. »⁵.

Charles Juliet a quitté le chemin tracé : les enfants de troupe, les études de médecine abandonnées brutalement, pour vivre en écriture. Il entreprend un voyage intérieur et le *Journal* qu'il rédige témoigne de cette recherche où il côtoie les abîmes de la dépression. Il faut trouver les mots justes pour dire une vérité dépouillée de superlatifs, d'emphases. Dans la présentation du *Journal*, il relate une présence qui lui renvoie une image satisfaisante de son entreprise et qui lui donne à espérer.

« L'homme parle. D'une voix lente, bien timbrée. Et tout ce qu'il dit est simple, clair, précis, juste, évident.

« La lumière jaillit. Ce qui vient de lui être confié coïncide point par point avec tout un formulé dont il n'avait pas conscience et qui vient soudain de lui être révélé. Et il a cette conviction, qui le bouleverse, que s'il avait dû exprimer ce en quoi a consisté jusque-là sa recherche, il aurait employé les mêmes mots, les mêmes phrases. Enoncé les mêmes évidences. »⁶.

D'après les propos de Benigno Cacérès, Panaït Istrati trouvera des appuis auprès d'écrivains (Josué Jéhouda, Romain Rolland, Eugène Ionesco...) et de collaborateurs de la revue *Europe*. Cette reconnaissance lui a certainement permis de se vivre positivement et d'éloigner le spectre du suicide, après une tentative.

Jack London, ou une vie placée sous le signe du désespoir. Il semble qu'il n'ait pas trouvé suffisamment de bonnes choses à incorporer. L'écriture n'a pu lui procurer l'apaisement qui aurait éloigné les dépressions. Benigno Cacérès souligne que « Jack London a plusieurs fois été tenté par le suicide » avant de mettre un terme à ses jours. Il apparaîtrait qu'il n'ait pu se saisir des mots d'un autre, s'ils ont existé, pour se sentir un être vivant en relation avec le monde extérieur.

« Jack London a grandi terriblement seul. Les livres ont été ses seuls amis, les seuls complices de ses rêves et de ses réflexions ; il n'a eu personne avec qui les confronter. »⁷.

A l'observation, ce n'est pas tant la question des

3 - Benigno Cacérès, "Regards neufs" sur Les autodidactes, *Peuple et Culture au Seuil*, 1960.

4 - Clément Lépidis, op. cit.

5 - Clément Lépidis, op. cit.

6 - Charles Juliet, *Journal 1*, 1957-1964, Hachette, 1991.

7 - Benigno Cacérès, op. cit.



Pratiques et lien

Représentation,

➤➤ processus d'apprentissage que celle de trouver des appuis qui compte. On peut se demander si là n'est pas l'aspect le plus important pour l'autodidacte, surtout lors des débuts quand, saisi aussi par le doute, il se trouve en situation de fragilité. Puier en soi l'énergie psychique pour arriver à une production satisfaisante émotionnellement ne peut être que relayé par des regards critiques qui encouragent et structurent.

La création est un acte solitaire et l'angoisse étreint celles et ceux placés devant la page blanche ; cela n'est d'ailleurs pas le propos des autodidactes. La première lutte qu'ils auront à mener est celle pour se doter des mots, des formes pour faire vivre des fictions, des représentations qu'ils portent en eux.

Poursuivre

Quand la soif d'apprendre saisit un autodidacte, il est imaginable de penser qu'il poursuivra inlassablement le défrichage de nouveaux champs. Les créateurs autodidactes qui ont pris place dans cette recherche représentent la métaphore de tous ; en effet, ils sont complètement dans leur œuvre.

En résumé, voici les constantes que l'on peut repérer :

- un milieu social modeste,
- le comblement d'un manque à être,
- le dépassement de désirs qui ne sont pas les siens,
- la non-fréquentation d'un cursus d'études,
- la recherche des mots et des formes pour s'exprimer,
- l'appui d'un autre, réel et/ou symbolique,
- l'élaboration d'un savoir-faire et d'un savoir-penser qui part de l'expérience personnelle,
- une importante recherche sur soi,
- la solitude, le doute,
- l'engagement complet dans l'entreprise.

L'idée de promotion sociale n'est pas un but en soi et le registre de l'exploit n'est pas de mise. Les autodidactes écrivains, entre autres, portent un regard réflexif sur eux-mêmes et sur la société. Le chemin qu'ils empruntent n'est pas aisé car il leur faut déjà dépasser des résistances psychologiques pour pouvoir se mettre à l'ouvrage. Le parcours est rude. Il s'agit d'un colloque singulier, d'une entreprise analytique où il faut trouver les mots pour dire et se dire.

Gérard Bonnefon

**Le texte reproduit ici est extrait de l'intervention faite par Jean Caune à l'occasion du colloque de Dijon*
Toutes les pratiques culturelles se valent-elles ?**

Ci-contre, le résumé de la première partie de l'intervention de Jean Caune retraçant les quelques décennies qui ont précédé la nôtre.

Avec la crise de 68, on assiste au passage d'une conception représentationnelle de la culture à une conception praxéologique : la culture devient pratique active, elle prend forme dans des relations interpersonnelles, relations qui participent des transformations sociales. La culture apparaît alors, dans les années 70, comme la réponse au sentiment de perte d'identité de « l'homme moderne ». Pour répondre à la finalité qui lui est assignée, elle se définit à la fois comme un savoir, un choix d'existence et une pratique de la communication. Cette conception englobante demande aux pratiques culturelles de prendre en charge ce que l'organisation économique et sociale, à travers la production des rapports sociaux, ne peut réaliser.

La culture en action vient donc se substituer à l'action politique comme gestion cohérente des choses et des hommes. Ce faisant, la notion de culture est progressivement remplacée par celle d'action culturelle. Pour un grand nombre d'intervenants cependant, la culture, et plus précisément l'action culturelle, n'ont pas de fonction propre, elles n'ont d'existence que pour exercer des fonctions idéologiques. Dans la diversité de leurs interventions, se dégage une idée de l'animation autour des axes suivants :

- remise en question permanente de la culture,
- incitation à la vie locale,
- valorisation de la démarche plutôt que du produit créé,
- reconnaissance des pratiques sociales comme point de départ des opérations de création,
- établissement d'un circuit de relations, d'échanges de paroles et d'expériences.

Ces actes d'animation, cherchant à provoquer une relation expressive entre les individus et les groupes, orientés par un projet qui les articule dans une politique culturelle globalisante, n'ont pas pu se développer du fait des inerties, ségrégations et inégalités de tout genre.

culturelles social

médiation, légitimité

Aujourd'hui, la société française souffre plus d'un déchirement des liens qui la constituent que d'un déséquilibre entre sa réalité sociologique et sa représentation politique. Encore que les représentations symboliques produites par l'art et diffusées par les médias de masse ne donnent qu'une image déformée du monde vécu.

Les problèmes de la société française relèvent moins d'une capacité d'écoute et de représentation que d'une capacité à trouver les espaces de vie et de travail, les occasions de nouer des rapports de sens et de prendre en charge les moyens de vivre, de s'exprimer et de proposer des solutions collectives. Il s'agit moins de changer la vie par des mesures législatives que de produire les raisons de vivre ensemble.

Quel peut être le rôle des pratiques ou des phénomènes culturels dans cette production du sens ? S'agit-il simplement de substituer une formule à une autre : après l'action culturelle des années 60, le développement culturel des années 70, la création artistique du début des années 80, la communication culturelle de la fin des années 80 ?

Avant de proposer quelques interrogations sur la production du sens considérée comme relation entre des individus et leurs productions culturelles, je voudrais introduire deux citations :

L'une est empruntée à Marcel Mauss, un des fondateurs, avec Durkheim, de la sociologie française : « Une des conséquences de la perte de la cohésion sociale, c'est l'état grégaire, celui de la foule, c'est la réduction des groupes sociaux et quelquefois de la société entière en vulgaires troupeaux d'agneaux, de moutons de Panurge. Les peurs paniques, les départs en guerre, les départs en masse, les extases collectives, les affolements devant les calamités et les épidémies..., tout cela ne sont que les variétés d'un même fait... A la limite se place la dissolution de la société. »¹.

L'autre est extraite du rapport parlementaire de J. Dray, évoqué dernièrement par le Conseil national des villes : « Notre société, du fait des banlieues, de la violence qui s'y exerce, du sentiment d'insécurité

qui y règne, est au bord de l'explosion. ». Et J. Dray d'ajouter : « Certes, cette violence reste très limitée géographiquement puisqu'elle s'exprimerait essentiellement dans soixante à quatre-vingts quartiers décrits comme des poches de misère sociale, où le chômage est devenu la norme et où les jeunes sont touchés par un syndrome d'abandonnite. ».

A ce constat sur la dégradation sociale répondent la crainte et l'incompréhension. Pour certains, il faut isoler ces quartiers et ces populations en leur appliquant une politique sécuritaire plus intense.

Ces deux remarques ne font qu'indiquer combien aujourd'hui la question du lien social se pose de manière plus aiguë que dans les années 70 ou encore les années 80.

Lien social et cohésion sociale

Dans nos sociétés urbaines et industrialisées, le lien social est à distinguer de la cohésion sociale. Celle-ci serait l'effacement des intérêts contradictoires, des points de vue différents, ou encore la normalisation des comportements et des croyances. Cette cohésion sociale est à l'ordre du jour quand la société est soumise à des dangers extérieurs ou à des conflits internes qui conduisent à une coupure du pays en deux. Ce qui n'est pas exactement le cas, me semble-t-il, aujourd'hui. Notre société n'est pas soumise à un conflit qui opposerait deux idéologies, deux choix de société, deux imaginaires : celui de la solidarité et du partage, d'une part, celui de la liberté et de la réussite, d'autre part.

Quand je parle de sens c'est dans deux acceptions : celle qui est relative à la signification des rapports sociaux ; celle qui désigne un objectif, un projet, une visée collective.

Notre société s'interroge sur son sens, sur la place qu'elle propose aux jeunes générations, sur son aptitude à offrir des perspectives et des valeurs d'appartenance. Les formes mêmes du questionnement des années 70 ou 80, les réponses tentées semblent avoir fait faillite.

La question est celle de l'éclatement des institu-

** Ce colloque qui s'est tenu en mai 1994 était organisé par l'Etablissement National d'Enseignement Supérieur Agronomique de Dijon, la faculté de lettres et de philosophie de l'université de Bourgogne et le Centre Gaston Bachelard de recherche sur l'imaginaire et la rationalité.*

1 - M. Mauss, Essais de sociologie, Seuil, 1971.

➤➤



tions qui, jusque-là, contribuaient à produire un sentiment d'appartenance à une communauté nationale, à une communauté de destin. C'est à travers la famille, l'école comme espace de promotion et d'intégration, le travail comme lieu de reconnaissance, voire de réalisation, les regroupements idéologiques ou syndicaux, que s'est forgée une conscience collective. Aujourd'hui, notre société n'offre ni sécurité, ni intégration, ni rapports de solidarité vécus. Elle apparaît aux individus comme un ensemble de risques subis et de contraintes externes. Comme une machinerie composée de sous-systèmes qui s'engrènent mal et que l'Etat cherche à faire fonctionner en ajoutant ses propres contraintes.

C'est l'exclusion qui aujourd'hui manifeste le mieux cette perte de sens : l'exclusion c'est la perte du rapport social, l'exclu ne se situe plus dans un rapport d'échange avec autrui, il est seul avec son hétérogénéité, sans droit sur autrui, sans possibilité d'expression. L'exigence aujourd'hui, comme le rappelait J-B de Foucauld, Commissaire au Plan, est que « l'exclusion soit considérée comme un véritable péril intérieur et traitée avec la même mobilisation que le fut le péril extérieur à certaines époques. »².

Lutter contre l'exclusion c'est inventer des espaces où les individus sont entre eux, chez eux, des espaces qui soient des lieux d'expression, des lieux de coopération, des lieux d'initiative. Des espaces et des temps où les individus soient responsables de leurs relations et de leurs actes.

Cette nécessité doit, d'une part, être impulsée par les pouvoirs publics, dans un espace volontaire et non-marchand et, d'autre part, cette recherche d'autonomie doit s'appuyer sur une dimension culturelle qui seule peut forger les valeurs et les critères pour s'orienter dans ce monde vécu.

Toutes les pratiques culturelles se valent-elles ?

Dans le très large champ d'activités couvert pendant plus de vingt-cinq ans par les formes de la culture en action, des expériences spécifiques et des pratiques innovantes sont venues modifier le paysage artistique.

Il y eut bien des expériences originales (de formation, d'animation ou de création) dont il faudrait parler. Des formes artistiques comme la danse contemporaine, le théâtre d'objet ou le théâtre musical sont nées dans le domaine de l'action culturelle et furent reprises plus tard par des équipes spécialisées. Des pratiques spécifiques comme l'animation technique ou scientifique, le théâtre de rue ou le détournement des espaces urbains illustrent des formes de communication expérimentées par les pratiques de l'ac-

tion culturelle. Il est de peu d'intérêt de multiplier les exemples. En revanche, un bilan peut être tenté, non par recensement des actions, mais en proposant une grille de lecture des actes artistiques.

Jusque-là, les pratiques culturelles soutenues, promues ou encouragées par les pouvoirs publics trouvaient leur justification dans trois types de légitimité (pour reprendre un classement proposé par Max Weber, à propos de la légitimité du pouvoir).

1) **Légitimité charismatique.** On trouve dans ce type de légitimité tout ce qui concerne les pratiques de création et de diffusion artistiques encouragées ou soutenues par l'Etat dans une perspective de consécration symbolique que l'art rend possible. Bien entendu, cette fonction de l'art, cet "antidestin", pour reprendre la formule de Malraux, n'a pas attendu la V^e République pour se manifester.

2) **Légitimité traditionnelle.** Il s'agit là de formes de pratiques qui perdurent, alors qu'elles ne correspondent plus à une sensibilité ou à l'air du temps.

3) **Légitimité réglementaire.** Entrent dans ce type de pratiques celles qui relèvent de compétences institutionnelles de telle ou telle instance du pouvoir.

Peut-être faut-il substituer à ces légitimités, ou à celles qui se définissent à partir de finalités idéologiques, des modes d'appréhension et d'analyse de pratiques qui tiennent compte de ce que représentent ces pratiques : des relations interpersonnelles fondées sur des médiations symboliques.

Pratiques culturelles et langage

Emile Benveniste dans un texte fondamental montre comment l'énonciation - le fait de produire un énoncé linguistique - inscrit celui qui parle dans l' « actualisation d'une expérience essentielle »³. Le mécanisme de l'énonciation fait entrevoir ce qui est en jeu dans le rapport entre l'individu et le monde dans le phénomène d'expression culturelle.

Dans l'acte de discours, celui qui se réfère par l'indicateur « je » à lui-même réalise à chaque fois un acte nouveau : il se situe dans un temps et dans les circonstances nouvelles du discours. Une expérience humaine s'instaure dès que le « je » apparaît dans un énoncé. Comme le montre Benveniste, l'énonciation concerne le rapport au monde : le discours permet la satisfaction du besoin de référer.

On peut se demander si les pratiques artistiques, envisagées sur le plan de l'expressivité, n'instaurent pas de la même façon une relation à l'autre en même temps qu'elles réalisent une mise en situation au monde⁴. La participation au groupe ou à la communauté, les relations dans le temps et l'espace avec l'autre, les moyens de reconnaissance et d'affirma-

2 - Le Monde, 16 mars 1994.

3 -

E. Benveniste, Problèmes de linguistique générale, Gallimard, Paris, 1966.

tion de soi, sont les éléments qui fondent une anthropologie de la parole culturelle telle qu'elle peut s'énoncer dans la pratique ou l'acte culturel. De ce point de vue, l'énonciation par l'intermédiaire de la parole culturelle est porteuse de sens.

Les fonctions du langage

Le schéma proposé par Roman Jakobson à propos du langage étudié dans toute la variété de ses fonctions me servira de grille de lecture⁵. Pour définir ces fonctions, Jakobson part des facteurs constitutifs de tout acte de communication verbale : le destinataire (qui émet un message), le destinataire (le récepteur), le message (l'énoncé), le contexte (le référent de ce message), le code (commun à l'émetteur et au récepteur), enfin, le contact (le canal physique qui permet d'établir ou de maintenir la communication). Ces six facteurs donnent naissance à six fonctions linguistiques différentes.

Cette analyse fonctionnelle peut être élargie à toute forme d'énonciation où entrent en jeu un émetteur individualisé, un récepteur, un mode d'expression. En effet, cette conception, dans le cadre qui est le sien, ne tient compte que des paramètres présents dans l'acte de communication. Les fonctions relevées par Jakobson ne dépendent pas de la particularité de la langue, elles sont à mes yeux un instrument particulièrement fécond pour analyser les pratiques de création artistique ou d'animation, quels qu'en soient les supports expressifs.

Précisons quelques points concernant les six fonctions du langage, à partir des problèmes posés par le processus artistique.

1) Fonction expressive. Elle met en relief l'attitude, le statut, l'état affectif du sujet qui s'exprime. Cette fonction est inhérente à toute manifestation d'énonciation esthétique.

2) Fonction conative ou d'effet sur le récepteur. Sur le plan large des processus artistiques, cette fonction occupe une place centrale, dans la mesure où toute expression artistique s'adresse à un destinataire et vise à exercer sur lui des effets sensibles. Elle est prioritairement en jeu lorsque le processus artistique s'élabore comme phénomène de communication directe qui suppose la présence du destinataire, comme c'est le cas par exemple au théâtre ou dans le spectacle vivant.

3) Fonction référentielle. Elle sert à désigner des objets ou à leur attribuer des significations. La part référentielle de l'objet artistique est un point essentiel de l'analyse esthétique. L'examen de l'objet artistique sur ce plan fait converger toutes les questions relatives à la fonction idéologique de l'art en tant que dévoilement/travestissement du réel.

4) Fonction poétique. Dans cette fonction, « l'accent est mis sur le message pour son propre compte » ; le langage et l'énonciation esthétiques se manifestent ici dans leur autonomie, dans le seul jeu de l'expressivité formelle. La fonction poétique ne se rencontre pas exclusivement en poésie, elle est présente dans toute pratique qui s'exerce sur les formes (publicité, créativité...).

5) Fonction métalinguistique. La fonction métalinguistique se fonde sur la distinction entre deux niveaux de langage, le « langage-objet » qui parle des objets ou se réfère à des entités extra-linguistiques, et le « métalangage » qui concerne le discours centré sur le code. L'art est une forme expressive qui engage d'abord un dialogue avec les formes qui l'ont précédée et de ce fait présente une dimension métalinguistique importante. De ce point de vue, la perception artistique suppose une perception cultivée, éclairée par les filiations et les ruptures, et la sensibilisation à l'art ne peut faire l'économie d'un discours méta-esthétique.

6) Fonction phatique. Roman Jakobson reprend ce terme à Bronislaw Malinowski pour signifier cet usage de la parole qui consiste à établir ou prolonger la communication. Cette fonction est la première que l'enfant acquiert et emploie. C'est elle qui intervient quand des gens s'assoient ensemble à la « veillée », ou quand ils accompagnent un travail manuel d'un simple bavardage. La parole remplit dans ce cas une fonction sociale ; elle ne fonctionne pas ici comme un moyen de transmission de la pensée, elle consiste simplement à produire une atmosphère de sociabilité⁶. Cette fonction peut être réalisée par d'autres modes d'expression que la parole.

Il n'est pas question de réduire une pratique culturelle ou artistique à la seule fonction qu'elle met en œuvre prioritairement. D'autant que si on peut déceler une fonction dominante, celle-ci s'accompagne de fonctions secondaires. Pourtant, ce cadre de classement me paraît particulièrement éclairant pour analyser les pratiques culturelles parce qu'il implique une évaluation des moyens expressifs en fonction des objectifs annoncés. Dès lors, la pratique culturelle est moins évaluée en fonction des finalités qu'elle prétend poursuivre qu'à partir des processus actifs et relationnels qu'elle met en œuvre comme parole culturelle.

4 - Gilles Deleuze dans *Logique du sens* (Ed. de Minuit, 1969), développe une conception de l'expressivité qui en fait le fondement du processus perceptif.

5 - R. Jakobson, *Essai de linguistique générale*, T. 1, Ed. de Minuit, 1973.

6 - B. Malinowski, in *The meaning of meaning*, Ogden and Richards, cité par E. Benveniste, *Problèmes de linguistique générale*, T. 2.

Jean Caune est professeur à l'université de Grenoble-Stendhal, ancien directeur de la maison de la culture de Chambéry. Il interviendra en conférence plénière lors de l'Université d'été.

Jean Caune

Rencontres autour

Se réappropriier la mémoire locale

œuvrer sur le terrain de l'art, de l'action culturelle, sociale ou politique n'est rien d'autre, au fond, que le désir d'œuvrer à changer, à enrichir les relations que les hommes nouent avec ce qui les entoure, avec la société, avec la nature, avec les autres hommes.

Le souvenir qui nous réunit aujourd'hui — par nos présences ou nos œuvres — résonne de ce désir, nous rappelle de cette exigence de façon si intense, si exemplaire que je ne sais vraiment comment être digne de l'exprimer... tellement sont dignes avec le sentiment, la conscience que ce privilège de pouvoir nous exprimer comme nous le pouvons aujourd'hui nous le devons à leur sacrifice.

Pour qu'il ne soit pas vain, pour affirmer la défaite chaque jour de la haine, du mépris, de l'intolérance, de l'injustice et l'épanouissement, la victoire du respect des frontières, de la fraternité, de la bonté nous devons à leur mémoire de faire entendre que la vie sera belle.

Gracia Barrios
originaux

Artistes, nous ne voulons pas
d'un art réservé à quelques élus.
Nous savons que la création est solitaire
mais nous voulons recréer le dialogue
avec le grand public.
Manifeste de 1945

A Tulle, le 9 juin 44, la division SS Das Reich (qui remontait vers les lieux du débarquement), prenant prétexte de la forte activité des résistants, rafle plusieurs milliers d'hommes. 99 d'entre eux sont pendus aux balcons de la ville et 149 déportés dont 101 ne reviendront jamais des camps de la mort. Pour le cinquantenaire de ces événements qui ont laissé dans la ville une terrible trace, Peuple et Culture Corrèze a sollicité six artistes (José Balmes, Gracia Barrios, Henri Cueco, Ernest Pignon-Ernest, Georges Rousse, Tony Soulié) qui ont accepté de créer des pièces spécifiques en hommage à ces hommes et, au-delà, aux victimes de la barbarie aujourd'hui, en Europe et dans le monde.

Les artistes concernés avaient déjà travaillé et exposé à Tulle et ont gardé des liens étroits avec la ville et l'association. L'exposition s'est ouverte le 9 juin 1994 devant un public important (notamment les familles), particulièrement sensible et ouvert à la production des artistes.

Par ailleurs, après un long et patient travail

de recherches et de contacts avec les familles des victimes, l'association s'est adressée au cinéaste Jean Pradinas pour la réalisation d'un film vidéo (en co-production avec France 3). D'une durée de 52', ce film, dont le tournage a débuté la semaine même du 9 juin, sera diffusé en octobre prochain. Conçu à partir d'interviews de rescapés, de témoins directs, de familiers, il vise à fixer une mémoire en train de disparaître et, plus largement, à susciter un éveil au phénomène passé et présent de la barbarie.

Depuis cinquante ans, la plupart des témoins du drame n'avaient évoqué que rarement cet épisode, ni entre eux, ni avec les autres, pas même parfois avec leur famille. Le travail préparatoire mené par Peuple et Culture auprès des familles, l'approche sensible du cinéaste, ont eu des effets inattendus modifiant des comportements, provoquant des confidences et libérant une parole longtemps refoulée.

M. Teyssandier

de la culture

Amener le centre ville dans les cités

Tous les ans en décembre depuis quatre ans, Peuple et Culture Allier organise sous le titre symbolique de *Père Noël Noir* une rencontre où jeunes, nationalités et styles musicaux se mélangent. Son objectif est de montrer le décalage qui existe entre la vie économique, sociale et cultu-

relle de la ville et celle de la cité en posant comme acte une manifestation "multi-musicale et interculturelle" qui tout à la fois dénonce et cherche à combler ce fossé. La dynamique est double : culturelle et de quartier, les jeunes de la cité assurant l'organisation et une partie de la manifestation

culturelle. Le *Père Noël Noir* est une motivation supplémentaire pour les groupes locaux qui, au moins une fois dans l'année, ont ainsi accès à une scène professionnelle et à un public ; le festival est également un moment de découverte culturelle et musicale pour les habitants de l'ag-

glomération de Montluçon. Mais au-delà de la volonté de créer un événement entre jeunes de la cité, l'objectif est d'amener jusqu'à elle des "étrangers" venus du reste de la ville et d'ébranler les systèmes de représentation habituels. Une façon de développer des actions, non

seulement pour valoriser à leurs propres yeux ceux qui sont exclus, mais aussi pour influencer sur ceux qui "excluent" ou qui participent aux processus d'exclusion.

Éléments bibliographiques

Ouvrages

- P. Bourdieu, *La distinction - Critique sociale du jugement*, Ed. Minuit, 1979.
 J. Caune, *La culture en action, de Vilar à Lang, le sens perdu*, Presses universitaires de Grenoble (PUG), 1992.
 J. Dumazedier, *Vers une civilisation du loisir*, Seuil, 1972.
 F. Jeanson, *L'action culturelle dans la cité*, Seuil, 1969.
 B. Latarget, *L'aménagement culturel du territoire*, la Documentation française, 1992.
 J. Laurent, *Arts et pouvoirs en France de 1793 à 1981*, CIEREC, 1981.
 Ministère de la Culture, département des études et de la prospective, *Pratiques culturelles des Français*, la Documentation française, 1990.
 G. Poujol, *L'éducation populaire : histoire et pouvoirs*, les Editions ouvrières, 1981.
 J. Rigaud, *La culture pour vivre*, Gallimard, 1975.
 R. Rizzardo, *La décentralisation culturelle*, Rapport au ministre de la Culture, la Documentation française, 1990.
 R. Rizzardo, P. Moulinier, *Après le rapport sur la décentralisation culturelle : réflexions complémentaires et commentaires sur les propositions*, ministère de la Culture, département des études et de la prospective, juil. 1991.

Articles ou études

- P. Bourdieu, "Vous avez-dit "populaire" ?", in *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°46, pp. 98-105, mars 1983.
 J. Caune, "Le sens perdu de l'action culturelle publique", *Actes du colloque "Res publica et culture"* de décembre 1992, 1993.
 O. Donnat, "Démocratisation culturelle : la fin d'un mythe", in *Esprit*, n°3-4, 1991.
 N. Heinrich, "Gérer l'inconciliable : les médiateurs culturels entre consensus politique et dissensions artistiques", *Actes du colloque "Res publica et culture"* de décembre 1992, 1993.
 A. Hennion, "L'industrie de l'art. Leçons sur la médiation", in *Réseaux*, n°60, CNET, juillet-août 1993.
 Y. Léonard, "Culture et société", in *Les cahiers français*, la Documentation française, mars-avril 1993.
 J.P. Simon, "Médiations et histoire sociale de l'art", in *Réseaux*, n°60, CNET, juillet-août 1993.
 "Développement urbain : l'intervention artistique dans le champ social", in *Les cahiers de la DRAC*, n°1, DRAC Provence-Côte d'Azur, Assises pour l'égalité d'accès à la culture du 31 mai-1er juin 1991.
 "Insertion des jeunes par le théâtre", in *Territoires*, n°347 bis, avril 1994.
 "Territoires ruraux, culture, développement", *Actes du colloque des 16 et 17 octobre 1992 à Tulle*, Peuple et Culture, La Ligue, 1994.

Partage de l'espace public

Le 27 mai dernier se tenait à Grenoble, à l'initiative de Peuple et Culture Isère, une soirée-débat consacrée à la question du partage de l'espace public. Elle accueillait la philosophe Françoise Collin qui avait accepté de venir présenter la pensée d'Hannah Arendt sur les enjeux citoyens de l'espace public.

Autour de l'œuvre de Hannah Arendt

Le thème de la citoyenneté est à l'ordre du jour : lieu commun diront certains. Soit, prenons le risque d'arpenter les sentiers battus. Cela n'aurait d'ailleurs pas nécessairement déplu à Hannah Arendt, dont toute l'œuvre est hantée par l'exploration de ce qui, à la fois, relie et sépare les hommes : espace commun, sens commun, lieux communs.

Si la citoyenneté revient de façon si obsédante dans les discours, les colloques, les manifestes, c'est sans doute qu'elle a perdu beaucoup de son évidence. On peut l'aborder sous des perspectives différentes :

- L'homme moderne n'est-il l'addition que de tous ses rôles sociaux : travailleur, consommateur, chômeur, parent, administré, usager de services, membre d'associations, urbain ou rural, etc. ? La citoyenneté est-elle un statut parmi d'autres ? Représente-t-elle l'improbable mise en cohérence de tous ces statuts hétérogènes ? Est-elle le "supplément d'âme", un peu illusoire, qui nous évite de nous sentir perdus dans l'anonymat des sociétés dites complexes ?

- On peut aussi relier la citoyenneté à l'espace où elle s'exerce : l'espace politique, public. Là aussi, les constats sont douloureux : celui-ci est-il aujourd'hui autre chose que le lieu standardisé du spectacle permanent orchestré par les médias ? Autre chose qu'un marché soumis à la concurrence effrénée des entreprises de communication politique ?

Quelle que soit la façon dont on aborde la question, on ne peut éviter un retour sur le fondement du politique et ses évolutions modernes. C'est ici que la pensée de Hannah Arendt nous intéresse : l'espace public, chez elle, est tout autre chose que le terrain d'action de l'Etat, que l'espace du marketing politique ou que la caisse de résonance médiatique. En tant qu'espace d'apparition du singulier, de l'irréductible, de l'événement, il est peut-être au contraire ce qui s'oppose à ce que ces dispositifs peuvent avoir d'implacable et d'écrasant. Pensée nostalgique, inactuelle ? Peut-être, si notre regard ne déborde pas les frontières des feux de la rampe, peut-être pas si nous sommes attentifs à des formes ténues, discrètes, plurielles, d'émergence d'espaces collectifs. Là-dessus, Peuple et Culture a des choses à dire et matière à s'interroger, mais au-delà de l'éducation populaire, c'est bien la question de tous ceux qui, citoyens de base, ne se résignent pas au rôle de figuration sur le grand théâtre de la politique.

Éléments bibliographiques

Ouvrages de Hannah Arendt :

Condition de l'homme moderne, Calmann-Lévy, collection "Liberté de l'esprit", 1961 ;
La crise de la culture, Gallimard, collection "Idées", 1972 ;
Auschwitz et Jérusalem, éd. Tierce, 1991 ;
Le système totalitaire, éd. du Seuil, 1972 ;
Vies politiques, Gallimard, 1986.

Sur Hannah Arendt :

André Enegren, *La pensée politique de Hannah Arendt*, PUF, 1984 ;
 Anne-Marie Roviello, *Sens commun et modernité chez Hannah Arendt*, éd. Ousia, 1987 ;
Ontologie et politique, (collectif), éd. Tierce, 1987 ;
Hannah Arendt et la modernité, (collectif), éd. Vrin, 1992 ;
 "Hannah Arendt, l'exploration de la modernité, la passion de la démocratie", in *Esprit* (dossier), n°6, juin 1980.

Geneviève Decrop

Le monde commun

Philosophe, et principalement philosophe du politique, dont l'œuvre n'a connu de succès en France que depuis une dizaine d'années. Etudiante en philosophie, juive allemande (elle a été disciple de Heidegger), Hannah Arendt doit fuir le nazisme montant en 1933. Elle se réfugie d'abord à Paris puis gagne les USA devant l'avancée des troupes allemandes en 1940. Elle deviendra professeur d'université et publiera de nombreux ouvrages à partir de la fin de la guerre. Sa réflexion est largement consacrée à l'analyse critique des totalitarismes (nazi et stalinien) et à la recherche du mode de fonctionnement politique qui y résiste.

A quelle condition un monde commun est-il possible ? demande-t-elle. A condition de prendre en compte la pluralité, voire le désaccord de ceux et celles qui le composent et de soutenir cette pluralité par le dialogue. La démocratie directe de la Grèce antique (Athènes) permet cette confrontation des citoyens sur l'Agora. La démocratie moderne, qui est représentative sous peine de devenir une oligarchie, l'oligarchie des "spécialistes", voire des technocrates, ne peut faire l'économie de cet agir qui incombe à tous. "Se manifester par la parole et par l'action", voilà l'activité citoyenne par excellence, dans laquelle chacun doit être "quelqu'un". Le politique n'est pas l'application d'une "doctrine", donnant la représentation de la société idéale à atteindre et les moyens d'y parvenir, car l'histoire humaine est surgissement du nouveau, de l'"événement" auquel il faut faire face, sur lequel il faut se forger une opinion, dont il faut juger pour trancher par la décision.

A côté de l'espace public ainsi défini, Hannah Arendt situe ce qu'elle nomme l'espace social qui se développe démesurément dans le monde moderne : le social c'est là où les humains sont rassemblés et se côtoient dans la multiplicité mais non dans la pluralité, leur rapport étant instrumentalisé par la fabrication, le travail, l'échange et la consommation. La modernité, en définissant l'homme par le travail, a perdu le sens du politique au profit de l'économique. Si les "œuvres de nos mains" édifient les "objets durables" qui soutiennent et relaient le monde humain, c'est par la parole et l'action que ceux-ci trouvent sens (l'œuvre d'art est aux confins de l'œuvre et de l'agir).

Le troisième espace où se développe l'expérience humaine est le privé (que Hannah Arendt ne dis-

tingue pas du domestique). La possibilité de se retirer dans le privé est essentielle et conditionne la capacité de se manifester dans le public. Mais qui n'a pour seul espace que le privé (les femmes, les étrangers, les juifs destitués de leur citoyenneté par le nazisme...) vit dans la privation, est amputé d'une partie de son humanité.

En se référant à la polis (cité) grecque, Hannah Arendt donne un modèle en quelque sorte épuré de la démocratie où la pluralité reste la pluralité des mêmes : hommes libres, Athéniens (les femmes, les esclaves, les étrangers en étant exclus).

Quand elle s'interroge sur le monde moderne, que ce soit sur le statut des juifs, sur la situation dans le Proche-Orient ou l'Europe centrale, la philosophe est confrontée à une autre forme de pluralité, plus complexe, qui rassemble des différents : il est en effet plus facile de penser le dialogue de Grec à Grec, que de Grec à étranger, que de palestinien à juif ou de minoritaire à majoritaire dans un état composite.

Car, si tout homme est homme, aucun homme n'est homme en général : tout homme émerge aussi d'un "donné" culturel, linguistique, historique, religieux, qu'il lui appartient de négocier dans la constitution de son identité. La citoyenneté peut être pluri-identitaire. Le monde commun politique n'est pas pluriel seulement par la multiplicité des opinions mais aussi des donnés : ce n'est pas la communauté des semblables mais des différents, à condition qu'ils soient susceptibles de dialoguer.

La pluralité hétérogène que nous avons relevée concerne aussi le phénomène des générations. Le "nouveau-né" est toujours l'inattendu. Il rompt avec le cercle préexistant. Il apparaît toujours comme une question. Il interdit de penser la relation dans l'ordre du même.

On trouve donc, du point de vue de ce qui nous occupe, deux soucis fondamentaux dans la pensée arendtienne : la démocratie n'est pas un état mais un agir ; elle doit être réactivée en permanence par les citoyens qui la composent.

La démocratie n'est pas que la pluralité des mêmes. Le dialogue pluriel peut assumer l'hétérogénéité, car le "monde commun" n'est pas donné : il est à constituer. Peu importe d'où on parle pourvu qu'on parle ensemble, faisant ainsi être ce monde commun, fragile et toujours menacé d'écroulement, dont personne n'est l'auteur mais dont chacun est co-acteur et co-responsable.

Françoise Collin

Tranches de vie

Ce texte a été écrit suite à la lecture vivante d'extraits de La misère du monde (lire encadré ci-dessous).

Des chaises forment un cercle. Au cœur du cercle, dans un décor de veillée, sont disposées des tables rondes sur lesquelles reposent de petites lampes de chevet. Les gens s'installent. La lumière s'éteint. Une longue plainte musicale remplit l'espace. On est plongé dans ce qui semble un autre univers et qui est pourtant le nôtre.

Cet univers est celui de la souffrance ; celui de ceux qui la vivent, la côtoient, ou - n'ayons pas peur des mots - la créent. Une lampe s'allume et, le temps de quelques minutes, éclaire un parcours singulier, une tranche de vie. Puis la lampe s'éteint, laissant place à la lueur d'une autre histoire. Jeu d'ombres et de lumières, jeu de mots et de rôles. Est-ce du théâtre où des comédiens campent un personnage ? Mais ces témoignages ne sont-ils pas réels ? La frontière est floue. Le discours colle tellement à notre quotidien qu'il en paraît irréel. En même temps, la distanciation que permet la mise en scène (dans la voix et en l'absence de gestuelle) nous oblige à regarder les choses en face, et la conscience de ces

réalités prend une autre dimension. La dérision est telle qu'on en rit de bon cœur. Ces petits éclats de rire sont comme des bouffées d'air pur dans une atmosphère pesante que la monotonie du ton et les répétitions viennent encore alourdir.

Et ces paroles, entre cris, soupirs et chuchotements, sont entrecoupées d'autres décibels, ceux du musicien qui souffle dans son instrument comme on chante la vie, tantôt avec espoir, tantôt avec lamentation.

Ces gens témoignent de leur souffrance, non pas de la grande souffrance de condition, de la guerre, de la sous-nutrition ou de la dictature, mais de ces maux quotidiens qui, aussi imperceptibles soient-ils, assombrissent l'existence. La souffrance ou la misère doivent-elles être grandes pour mériter une telle appellation ?

A la recherche du sens perdu

Le mal-être si fréquent dans les témoignages est, le plus souvent, l'expression de l'isolement - n'est ce pas le non-accès à l'espace public ? - ou de l'incompréhension que génère la différence. Des groupes partagent le même espace - de la cité, de travail... - et ne se comprennent pas. Et cette incompréhension réciproque provoque le dérangement, l'intolérance, le désespoir, la violence. Toute différence de perception est source de conflit : le jardin des uns est perçu comme une poubelle par les autres, une musique devient un bruit qui gêne, un parfum se transforme en désagrément olfactif.

Ils sont comme autant d'atomes qui flottent dans le vide et qu'aucune réaction chimique ne parvient à mêler. Ils perdent prise avec la réalité et ne savent plus à quoi raccrocher leurs espoirs. Ni l'appartenance à un même quartier, ni la communauté de culture, ni le corps de métier n'est le garant d'un sens commun. Ni même cette misère qu'ils partagent tous. Ou alors, à l'inverse, dans cette situation de

La misère du monde

Sous la direction de Pierre Bourdieu, une équipe de sociologues s'est consacrée pendant trois ans à comprendre les conditions de production des formes contemporaines de la misère sociale - la cité, l'école, le monde des travailleurs sociaux, le monde ouvrier, le sous-prolétariat, l'univers des employeurs, celui des paysans et des artisans, la famille... : autant d'espaces où se nouent des conflits spécifiques, où s'affirme une souffrance dont la vérité est dite par ceux qui la vivent.

Ce patient travail de recherche et d'écoute a donné lieu à un volumineux ouvrage. Un livre sous forme d'entretiens, comme autant de petites nouvelles, chronique d'une assistante sociale dans un hôpital à l'abandon, d'un métallo orphelin de la classe ouvrière, d'un fin de droit clocharisé, d'un proviseur de lycée en proie à la violence urbaine, d'un policier de base dans une banlieue défavorisée et de tant d'autres avec eux... Il met cruellement en question l'œuvre de conscience et de citoyenneté, individuelle ou collective, qu'il appartient à chacun d'entre nous de promouvoir de toute urgence et quelle que soit la place que nous occupons dans le corps social. C'est pourquoi Peuple et Culture Corrèze a, le 24 mai dernier, organisé un "droit de questions" consacré à des lectures vivantes d'extraits de ce livre. Inscrite dans le cadre de la préparation du cinquantenaire de Peuple et Culture, cette manifestation avait été conçue en collaboration avec des acteurs et musiciens du Festival de la Luzège qui partagent avec Peuple et Culture le souci d'interroger les artistes sur la part qu'ils sont en mesure de prendre dans les avancées d'une communauté humaine en souffrance.

fragilité extrême des liens, la tentation est grande pour certains de saisir la première perche tendue. C'est le cas de ce jeune, devenu militant du Front national parce que son copain allait se faire couper les cheveux par un des leurs.

Pourtant, en filigrane, on sent une soif de valeurs, de noblesse, de principes qui donneraient un sens à la vie, qui génèreraient du lien social. Faute de moyens d'accomplir cette quête de sens, le repli sur l'embryon du couple, ou de la famille, devient le seul refuge.

Avoir ou ne pas être

A côté de l'isolement et du refus de la différence, c'est aussi la civilisation de l'avoir qui transparaît ici. Privé d'un des éléments que la société occidentale met au dessus de tout - l'argent, le travail, l'instruction -, on n'est plus. Cette femme, rongée par le chômage et l'endettement, prise dans le tourbillon du désespoir qui interdit désormais d'envisager des

jours meilleurs autrement que comme le fruit d'un miracle, en est la démonstration. Il y a aussi ce couple de clochards qui ne peut même pas vivre sa souffrance solitaire en paix et qui, en plus des multiples avatars du quotidien, doit accuser le regard méprisant et condamateur des autres, de ceux qui ont. L'existence de ces personnes est réduite à un combat désabusé - qui n'a comme seul tenant que l'instinct de survie - pour ne pas mourir de faim ou de désespoir. Est-ce cela être ?

Une dernière plainte musicale s'évanouit. Puis le silence. Un silence de gêne, de malaise, de révolte aussi, de honte peut-être. Les mots continuent de résonner dans les têtes, et de faire raisonner. Le temps est suspendu quelques instants encore puis la vie reprend son cours.

Cathy Vivodtzev

Les 18-20 de Peuple et Culture Isère

Peuple et Culture Isère a souhaité créer un espace de débat régulier pour ceux que les enjeux de la citoyenneté ne laissent pas indifférents. C'est le principe des "18-20" organisés depuis peu sur les thèmes suivants : Sida et citoyenneté (le 16 juin), Citoyenneté sous surveillance : la citoyenneté entre lien

social et politique (le 27 juin), Citoyenneté et action humanitaire (en septembre).

A titre d'exemple, voici la présentation de la séance du 27 juin :

« Toutes les observations concordent pour indiquer que les quartiers populaires, en particulier ceux qui font l'objet des procédures de dévelop-

pement social urbain, connaissent un regain de mobilisation collective. La création d'associations est un des indicateurs. Ces dynamiques sont portées par la volonté de certains habitants de réagir à des situations de plus en plus prégnantes et d'intervenir sur la production des réponses. En ce sens,

elles peuvent être lues comme une forme de réinvestissement de l'espace public et donc une façon d'exercer sa citoyenneté. Mais de quelle citoyenneté s'agit-il ? Ces dynamiques produisent réellement de la convivialité et de la civilité. Peut-on réduire la citoyenneté au lien social, alors qu'elle renvoie

directement au politique ? Que nous indiquent ces nouvelles dynamiques sur l'accès au champ politique, face aux pouvoirs techniques et à des pouvoirs locaux renforcés ?

Devons-nous rester à une citoyenneté limitée, contrôlée, à une citoyenneté sous surveillance ? »

Des outils pour une démocratie locale vivante...

La pratique de la démocratie est-elle "innée" ? De toute évidence, tel n'est pas l'avis de Peuple et Culture Corrèze et de l'Adels. Ensemble, ils ont conçu un projet de formation

destinée à tous ceux qui souhaitent se donner des outils pour contribuer à la vie locale : citoyens, militants associatifs, élus municipaux ou ceux qui voudraient le devenir, personnel

technique et administratif des communes...

Ce projet de formation (qui n'a pas encore pu voir le jour faute des financements nécessaires à sa mise en place) prévoit deux grands axes :

- un apport de connaissances techniques sur

les communes rurales : les domaines de compétences, les différents niveaux de décision (commune, autres collectivités locales, administration...), les compétences communales, les fonctions de l'intercommunalité ;

- une réflexion politique

sur la démocratie locale : entre démocratie représentative et démocratie participative, la place des citoyens dans les décisions qui intéressent leur commune, le développement local et ses acteurs en milieu rural, etc.

Affaire à suivre...

Peuple et Culture Loire Atlantique organise depuis avril 1993, à Nantes, un cycle d'information et de réflexion sur le thème de l'exclusion.

Si effectivement "le sens et le lien social ne se créent ni ne se décrètent" comme l'a rappelé Jean-Michel Vienne à l'occasion d'une de ces soirées-débat*, de telles rencontres représentent malgré tout des moyens importants pour faire vivre l'espace public.

* Le texte ci-contre a été inspiré par l'intervention de Jean-Michel Vienne sur le thème Société moderne et quête de sens.

Pour le philosophe, ni le sens ni le lien social ne se décrètent et ne se créent de façon volontariste. Nous pouvons agir sur les conditions qui vont favoriser l'existence d'un lien social mais sans jamais pouvoir garantir que cette intervention ne se heurtera pas aux lois du psychisme et du déterminisme humains au point de la faire échouer. La condition ne crée pas automatiquement le lien social. Les acteurs du politique (dont font partie les associations) peuvent intervenir sur un environnement, en fonction des connaissances sociologiques dont ils disposent et de leur propre projet, mais rien n'est "garanti" d'avance car les interventions portent sur du matériau humain et ses impondérables. Le lien social ne se définit pas par l'organisation d'un contexte favorable mis en œuvre par des acteurs volontaristes ; il est d'une autre nature.

Ce rappel nous oblige à beaucoup de modestie quant aux actions que nous - acteurs politiques - pouvons mettre en place ; il ne doit en aucune manière constituer un frein à l'action ("à quoi bon agir puisque des lois qui nous échappent mettent en péril l'efficacité de notre intervention ?") mais signifier qu'il

Exclusion

Les 6 soirées-débats de 1993-1994 organisées par Peuple et Culture Loire-Atlantique ont porté sur :
- l'exclusion en Hollande, L. Kols ;
- l'histoire de la pauvreté, P. Sassier ;
- loi-cadre pauvreté, ATD Quart Monde ;
- le coût de l'exclusion, H. Nogues ;
- société moderne et quête de sens, J.-M. Vienne ;
- le revenu d'existence, P. Riché.

Faire vivre

n'existe aucun systématisme garant de réussite. L'intervention sociale, voulue par les politiques en place depuis une quinzaine d'années, portée par des dispositifs, des financements, des procédures, est là pour nous le rappeler : suffit-il d'ouvrir une maison de quartier pour créer du lien social ? suffit-il de proposer des activités culturelles gratuites pour donner du sens à la collectivité visée ?

C'est donc en premier lieu un appel à vigilance sur nos motivations, nos aspirations et leurs effets que le philosophe nous adresse.

De là, réapparaît pour nous, associations intervenant dans le champ socio-politique, l'éternelle question du "que faire ?".

Une hypothèse peut alors être avancée : les communautés relais ou communautés intermédiaires - dont font partie les associations - sont certainement, à l'heure de l'échec de l'intervention du politique (au sens des structures de gestion politico-administrative), les lieux où la réflexion sur le sens est la plus ouverte. Ces espaces intersticiels, déconnectés des principaux enjeux immédiats de pouvoir et de décision, sont le lieu d'une citoyenneté de proximité dont on peut faire le pari qu'elle est davantage porteuse de lien social. Le rôle d'une démocratie serait donc, à l'heure actuelle et dans nos pays, de respecter le principe de subsidiarité : laisser les communautés intermédiaires agir et jouer leur rôle d'expression et d'action. Devant l'incapacité, ou l'absence de volonté réelle de l'Etat, de gérer les principales difficultés sociales, l'urgence serait sans doute de privilégier la place et le rôle de ces communautés relais.

Une telle hypothèse ouvre un champ de réflexion et d'action aux associations d'éducation populaire :
- en préalable, cesser de nous concevoir nous-mêmes comme les parents pauvres de l'action politique, ou encore comme des prothèses de l'action politique, et intégrer, dans toute sa dimension, l'idée que nous sommes en première ligne de l'intervention sociale, culturelle et politique ;
- se faire reconnaître par les élus - notamment les élus locaux - en qualité d'interface entre eux-mêmes et la société civile et, partant de là, faire progresser la notion de subsidiarité encore mal connue, ou volontairement ignorée, des élus ;
- mettre en place des méthodes de travail associant systématiquement les exclus, non pas dans une attitude d'assistance mais avec le souci d'une écoute,

l'espace public

d'un accompagnement étayé par l'hypothèse qu'une partie des réponses et des solutions émergera de l'expression des exclus eux-mêmes ;
- garantir la gestion d'actions de solidarité déterminées à partir des besoins quotidiens des personnes et communautés exclues dans une logique de valorisation de leurs conditions de vie.

Une telle conception peut s'appliquer à tous nos champs habituels de travail : formation, action culturelle, échanges... Elle signifie une évolution dans nombre de nos méthodes de travail : davantage

d'écoute, de proximité, de modestie mais aussi davantage de méthodologie et de projet de façon à participer réellement de la transformation sociale en évitant le risque d'une seule empathie, généreuse mais souvent non productrice de changement.

Laure Tougard



Photo Gaël Leroux

Agir ensemble

Le projet de Peuple et Culture Loire-Atlantique est d'offrir "un lieu de rencontre, de confrontation, ouvert et accessible" en se défendant de vouloir "enrôler et fédérer" mais en voulant "associer des volontés, maintenir l'éveil, lutter contre l'exclusion, chacun en fonction de ses activités et de ses engagements". Une manière de faire vivre "l'espace public". La vie active (que l'on oppose à la vie contemplative) peut prendre deux formes essentielles :

- le travail, dont le but est de gagner sa vie et de produire des biens consommables ou une œuvre ;
- l'engagement, qui correspond au fait de "prendre partie et d'intervenir publiquement sur les problèmes sociaux, politiques, etc. de son époque" (définition donnée par le Larousse). Ces deux types d'activité ne sont pas de même nature. On travaille pour produire, on s'engage parce que cela a un sens. Par le travail, on manifeste ce que l'on sait faire, en tant que

producteur. Par l'engagement, on manifeste qui l'on est, en tant qu'homme. L'engagement est public. Avec l'engagement, on choisit, on se compromet, publiquement. En s'engageant, on devient acteur de la chose publique. L'engagement implique la prise de parole. Il suppose donc un espace où les choix puissent se dire, se dévoiler devant des individus acteurs. Faute d'espace public vivant, la démocratie s'étiole. Faute de participer à la vie de l'espace public, l'homme devient impuissant : « Le pouvoir existe quand les hom-

mes agissent ensemble ; il s'évanouit dès qu'ils se dispersent » (Ricœur, préface de *Condition de l'homme moderne*, H. Arendt, Agora, 1983). C'est dans l'espace public que l'homme participe en tant qu'acteur à l'histoire qui se fait. C'est là que se crée le lien social, là que l'homme construit ou révèle son identité individuelle. Le "marché" n'est pas un espace public parce que l'homme ne s'y présente pas en tant qu'homme mais en tant qu'acheteur ou vendeur. La télévision ne crée pas un espace public parce que les téléspectateurs ne sont pas des acteurs. L'entreprise n'en est pas un non plus car l'homme y est considéré, essentiellement, comme un producteur, puisqu'elle a pour vocation de produire des biens et des services. L'espace public, lui, produit du SENS. En ce qui

concerne l'exclusion, par exemple, ce sont deux choses différentes que d'œuvrer pour faciliter l'intégration des exclus ou de penser le phénomène de l'exclusion et de le déclarer inacceptable. Ces deux activités sont complémentaires. Elles peuvent s'opérer conjointement ou séparément. Mais la première n'a de sens que par la deuxième. Il me semble que l'un des objectifs de Peuple et Culture est de créer et faire vivre des espaces publics où la parole soit libre, où l'information soit accessible et puisse circuler, où la confrontation soit possible et où, en définitive, les participants puissent élaborer leurs orientations individuelles et collectives, prendre parti, s'engager, "résister" si nécessaire, aux dérives de la société.

Guy Bonvalot

Construire une mémoire

Conçue comme un temps privilégié de la préparation du 50^e anniversaire, l'Université d'été 1994 ne sera pas uniquement consacrée à l'approche collective des thématiques évoquées dans les pages précédentes. Elle permettra aussi, en contrepoint, de se réappropriier les grandes étapes de la mémoire de Peuple et Culture - de la structure nationale et des associations locales. Le travail engagé se poursuivra jusqu'au cinquantenaire lui-même.

Construire une mémoire collective. De quoi s'agit-il ? C'est tout d'abord partir des problèmes présents pour interroger l'histoire, notre histoire... Il ne s'agit pas de bâtir des mausolées, ni de sacraliser le passé, ni même de se comporter comme une société académique travaillant sur les généalogies... Mais de s'interroger sur le partage de la culture dans une société où les groupes sociaux doivent exprimer avec force leur identité et, en même temps, rechercher les conditions d'élaboration de valeurs communes capables de maintenir, de renforcer, de vivifier le tissu social de nos villes et de nos campagnes...

Faut-il rappeler que les associations d'éducation populaire ont su, au fil du temps, inventer des réponses originales à cette interrogation toujours prégnante ?

En 1936, le groupe Octobre, avec Prévert et Mouloudji, allait dans les usines, les quartiers, les maisons du peuple pour susciter un élan créateur en exprimant les angoisses et les espoirs des populations confrontées à la guerre d'Espagne et aux conflits sociaux..., mais aussi à la conquête du temps libre.

En 1943, les équipes volantes du Vercors, avec Dumazedier et Cacérès, portaient dans les maquis leur message de fraternité par la confrontation aux œuvres fortes.

A la Libération, Paul Lengrand organisait à la

Bourse du travail de Grenoble les premières séances d'entraînement mental pour éviter que, demain comme hier, "le sommeil de la raison enfante des monstres"...

Les premières rencontres franco-allemandes organisées par Joseph Rovin exprimaient avec force la conviction que nous aurions "l'Europe de nos mérites"... si nous savions véritablement fonder une pédagogie de l'interculturel...

Autrement dit, il s'agit pour nous de vivifier notre passé par une conception instrumentale de l'histoire. "Celui qui ne veut connaître que le présent, ne connaîtra jamais que le présent...", disait Victor Hugo.

Construire une mémoire collective c'est aussi tirer le meilleur parti de toutes les mémoires disponibles.

Bien entendu, le groupe de pilotage constitué au niveau de l'Union a un rôle d'impulsion et de coordination, mais il importe que toutes les entités qui composent Peuple et Culture aujourd'hui se sentent concernées et provoquent les rassemblements qui ont constitué leur force, renouent d'anciennes amitiés, s'interrogent sur les tensions et les avancées décisives qui ont marqué leur parcours en mettant l'accent sur leurs spécificités (voir page suivante).

Le Languedoc-Roussillon et la création des IFAD associant en synergie formation professionnelle, culture et développement territorial dans un secteur géographiquement déterminé. La Loire-Atlantique et l'insertion sociale, la mémoire rurale de l'Isère, les écoles, les échanges internationaux, l'action dans les quartiers des Auvergnats, la confrontation avec la création en Corrèze... Et aussi la promotion collective en milieu urbain dans le Nord, les nouvelles technologies en Haute-Savoie...

Mais ces spécificités n'ont de sens que par rapport à une réflexion globale sur les enjeux et la portée du combat contre les inégalités culturelles...

Les adhérents individuels ont également un rôle déterminant à jouer. Il leur appartient de travailler sur les thèmes dont ils sont porteurs collectivement et qui sont liés à l'histoire du mouvement, en particulier sur les vicissitudes et les apports de l'entraînement mental, des histoires de vie, de l'autoformation, sur l'évolution de nos universités d'été, l'esthétique de la vie quotidienne, les rapports avec les créateurs...

Construire une histoire collective, c'est aussi confronter nos réflexions avec les travaux issus de la communauté scientifique. Si nous effectuons un

collective

plaidoyer ardent pour la valorisation de la parole sociale des acteurs, porteurs d'un savoir authentique, il nous appartient aussi de rencontrer historiens et sociologues ; ceux-ci nous apporteront en effet la distance et les cadres généraux qui permettent d'étayer la pensée, et, périodiquement, nous rappelleront que la mémoire n'est pas nécessairement l'histoire... Nous avons parmi nous des universitaires et des chercheurs éminents qui ont conquis une audience reconnue sur le plan méthodologique. Ils nous aideront à élaborer des chronologies fortes, des schémas d'enquête, des plans d'articles, et à démythifier la légende et les sagas qui, trop souvent, ont tendance à nous faire oublier les bruits et les fureurs de l'histoire.

... Et dans les régions, comme au niveau national, ces différents apports seront à l'origine de discussions fécondes. Si l'histoire, notre histoire, doit constituer l'armature de notre mémoire collective, il convient qu'elle donne lieu à des interprétations

diversifiées. Il n'existe pas de science univoque de l'histoire, il n'existe pas une théorie explicative, mais des approches qui doivent être formalisées, enrichies par le débat créateur ! Chaque génération reconstruit l'histoire en fonction des défis auxquels elle est confrontée. Nous aussi, au fil des jours, nous construisons la mémoire collective de Peuple et Culture où nous puiserons des forces pour affronter les combats à venir, contribuer à promouvoir une économie solidaire où chacun trouvera sa place, œuvrer à l'avènement d'une société où, selon la belle expression d'Antonin Artaud, "le besoin de culture sera une force identique à celle de la faim"...

Jean-François Chosson

Projets des associations sur la mémoire

Outre leur participation au comité de pilotage du 50^e anniversaire, les associations de Peuple et Culture ont été invitées à s'inscrire activement dans sa préparation, en développant des projets définis en fonction de leur implantation géographique et de leurs choix thématiques : organisation de soirées-débats, travail sur leurs archives et les témoignages de leurs principaux acteurs. Il a déjà été question au fil des articles de ce numéro des initiatives prises par telle ou telle équipe sur les problématiques du 50^e. Voici, en complé-

ment, les projets plus spécifiquement liés à l'axe mémoire.

Peuple et Culture Corrèze :

Reprise des données recueillies à l'occasion du 40^e anniversaire de l'association en 1993 et constitution d'un document analytique et synthétique, composé d'écrits et d'éléments visuels (documents originaux, photos, articles de presse...).

Peuple et Culture Isère : Travail sur les différentes périodes de l'association avec une analyse particulière des actions menées,

au cours des années 75-80, en milieu rural puis urbain et des interactions entre ces deux secteurs.

Crefad :

Recueil de données factuelles sur l'existence de Peuple et Culture en Auvergne depuis la création de la première association sur la région : activités réalisées, structures implantées, acteurs et caractéristiques de leur engagement, selon une échelle chronologique.

Peuple et Culture Puy-de-Dôme : Travail de réappropriation en liaison avec des

fondateurs et militants de longue date de l'association : repérage des continuités et des décalages sur la durée. Une recherche particulière sera menée à partir de l'entrée spécifique des échanges internationaux.

Peuple et Culture Languedoc-Roussillon : Travail fondé sur des interviews avec des "anciens", cherchant à repérer leurs représentations d'hier et d'aujourd'hui. Le projet est d'associer la revue interculturelle KGB à ce travail sous la forme d'un numéro spécial.

peuple et culture

de

lettre

la

Le numéro 11 de la Lettre de
Peuple et Culture a été
tiré en 1 700 exemplaires.

Directeur de la publication :

Jean-François Chosson

Conseillère de la rédaction :

Corinne Baudelot

**Secrétariat de rédaction
et maquette :**

Catherine Beaumont

Conseillère artistique :

Nathalie Froissart

Impression :

Imprimerie Irpex,
93500 Pantin

Peuple et Culture

108 - 110 rue Saint Maur

75011 Paris

Tél. : (1) 43 38 49 00